



Rébellions partout contre l'État



Une des nombreuses manifestations anti-guerre aux États-Unis, le 26 octobre 2002

Visiblement, l'administration guerrière des États-Unis ne fait pas l'unanimité de la population américaine. À la différence de la guerre du Vietnam un mouvement pacifiste mobilisateur est né avant le déclenchement des hostilités militaires contre l'Irak.

En Russie, tout le monde n'est pas non plus en accord avec les massacres commis à l'encontre de la population tchétchène.

Les façades craquent de partout.

Solidarité contre la guerre en Tchétchénie

LA PRISE, et par conséquent la « libération », des 700 otages de théâtre de Moscou n'a été que le dernier épisode de la guerre coloniale barbare menée par le pouvoir russe dans le Caucase. Cette guerre, que les dirigeants du Kremlin auraient voulu confiner dans les lointains montagnes et qui, en plus, officiellement, se terminait, a surgi violemment dans la capitale russe. Actuellement, ce ne sont plus seulement les Tchétchènes, mais aussi les Moscovites, qui sont victimes de cette guerre.

Nous condamnons sans appel tout acte de violence et de terreur à l'encontre de populations civiles pacifiques, qu'il s'agisse de Tchétchènes ou de Russes. Des actions comme l'attaque terroriste à Moscou ne permettent en rien de mettre fin à la guerre ou d'apporter la libération du peuple tchétchène. Au contraire, de tels événements ne font que discréditer ceux qui luttent pour la paix et la liberté de la Tchétchénie, et renforcent les tendances nationalistes et militaristes de la société russe. Le terrorisme donne aux dirigeants russes un prétexte pour renforcer la répression à l'encontre du peuple tchétchène et pour attaquer de façon générale les droits civiques et les libertés. À Moscou, des arrestations arbitraires de Tchétchènes ont déjà commencé, et des menaces sont faites à l'encontre de médias considérés comme déloyaux. Et nous pouvons craindre le déploiement d'une campagne contre toutes les forces anti-guerre et internationalistes.

Sans chercher aucunement à justifier l'activité du groupe Barnev, nous considérons nécessaire de mettre l'accent sur le fait que les principaux responsables de ce qui s'est passé à Moscou sont ceux-là même qui sont responsables de la déclaration et de la continuation de la guerre en Tchétchénie, c'est-à-dire ceux qui ont le pouvoir en Russie, les militaires et, d'une façon générale, la classe dirigeante. C'est leur politique, en effet, le génocide perpétré contre le peuple tchétchène, qui a directement mené à la tragédie de

Pas en notre nom

QU'IL ne soit jamais dit que les Américains n'ont rien fait lorsque leur gouvernement a déclaré une guerre sans limite et institué des mesures de répression draconiennes. Les signataires de ce manifeste appellent les citoyens des États-Unis à résister à ces nouvelles mesures et à la politique globale menée depuis le 11 septembre 2001. Celles-ci représentent de graves dangers pour tous les citoyens du monde entier.

Nous croyons fermement que les peuples et les nations ont le droit de déterminer leur propre destin, à l'abri de la coercition militaire exercée par les grandes puissances. Nous croyons que toute personne détenue ou passée en jugement par le gouvernement des États-Unis a droit à la même procédure juridique. Nous croyons que la remise en question, la critique et le désaccord sont des droits légitimes importants qui doivent être protégés. Nous sommes conscients du fait que ces droits sont toujours contestés et doivent être maintenus, fut-ce au prix de la lutte.

Nous croyons que les hommes et femmes de conscience doivent assumer la responsabilité de ce que font leurs gouvernements respectifs. Nous nous devons tout d'abord de nous opposer aux injustices commises en notre nom. C'est

pourquoi nous appelons tous les Américains à résister à la guerre et à la répression déchaînées contre le monde par l'administration de M. Bush. Elles sont injustes, immorales et illégitimes. Nous avons choisi de faire cause commune avec les citoyens du monde.

Nous aussi, nous avons été choqués par les événements terribles du 11 septembre 2001. Nous aussi, nous avons déploré la mort de milliers d'innocents et regardé avec horreur et incompréhension les scènes de carnages – tout en nous rappelant d'autres scènes semblables à Bagdad, à Panama et, une génération plus tôt, au Vietnam. Comme des millions d'Américains dans l'angoisse, nous nous sommes aussi demandé comment une telle chose avait pu se produire.

Pourtant, le deuil avait à peine commencé que les dirigeants du pays les plus haut placés déchaînaient déjà l'esprit de vengeance. Ils rendirent public un message simpliste opposant « le bien » et « le mal » que des médias complaisants et intimidés ont propagé. Ils nous ont dit que se demander pourquoi de tels événements terribles s'étaient produits, se rapprochait dangereusement de la trahison. Il n'y a eu aucun débat. Il n'y avait par définition ni question morale ni question politique. La

seule réponse possible devait être la guerre hors des frontières et la répression à l'intérieur.

En notre nom, l'administration de M. Bush, fort de la quasi-unanimité du Congrès américain, a non seulement attaqué l'Afghanistan mais s'est aussi arrogé le droit, ainsi qu'à ses alliés, d'imposer la force militaire en tout lieu et à tout moment. Les répercussions brutales s'en sont fait sentir des Philippines à la Palestine, où les tanks et les bulldozers ont laissé un terrible sillage de mort et de destruction. Le gouvernement se prépare maintenant à mener une guerre totale contre l'Irak, pays qui n'a pas de lien avec les horreurs du 11 septembre 2001. Quel genre de monde adviendra-t-il si le gouvernement des États-Unis a carte blanche pour envoyer des commandos, des assassins et des bombes où il veut?

En notre nom, aux États-Unis, le gouvernement a créé deux classes de citoyens : ceux à qui on fait la promesse de droits essentiels et ceux qui semblent désormais n'avoir aucun droit. Le gouvernement a interpellé plus d'un millier d'immigrés et les a détenus au secret indéfiniment. Des centaines d'entre eux ont été déportés et des centaines d'autres se languissent toujours en prison. Cette situation rappelle nettement les camps de concentration

Suite en page 3

« Au lieu de s'occuper, tous ces embusqués, s'en aller mieux d'aller aux tranchées, Pour défendre leurs biens, car nous n'avons rien, Nous autres, les pauvres putotins. »
La Chanson de Craonne, anonyme (1917)

M 02137 - 1296 - F: 2,00 €



Fop 2520

Suite en page 3

Agenda

Samedi 9 novembre

Marseille

Claire Auzias présentera le livre collectif *Un Paris révolutionnaire* à 15 h au CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

Paris 11^e

À 16 h 30, Dominique Berthet présentera son livre *Proudhon et l'art*, à Publico, 145, rue Amelot.

Paris 17^e

Ce jour là se tient la fête de l'Identité à la salle Wagram pour l'anniversaire de la Nuit de cristal un certain 9 novembre 1938. Un rassemblement antifasciste se tiendra place des Ternes à 15 heures à l'initiative de Scalp-Réflex.

Dimanche 10 novembre

Margny-lès-Compiègne (60)

« Que maudite soit la guerre », soirée organisée par la CNT et la FA. Autour d'une exposition (conflits dans le monde; insoumis, réfractaires, etc.), table de presse, et pour continuer la soirée chants antimilitaristes et pacifistes. À partir de 18 h 30, au bar Le Margotin, 515, avenue Octave-Butin.

Strasbourg

Petit dimanche à la ville pour un succulent plat du jour végétarien à prix libre dont la mirobolante recette ira au Legal team de soutien aux inculpé(e)s de Strasbourg, avec des films, table de presse, infos et témoignages sur le réseau No border. À partir de 12 h 30 pour le repas, jusqu'à 19 h pour les images et les mots, et jusqu'à point

d'heures pour refaire le monde au Chaponion, rue des 400 couverts.

Lundi 11 novembre

Gentioux (23)

À l'initiative du groupe FA de la Creuse, rendez-vous à 11 heures devant le monument antimilitariste. À midi, partage des casse-croûtes, concerts et débats à la salle polyvalente.

Montreuil

À l'initiative du CSPCL, du CSIA, de Newen, de Tamazgha, de la SIL et de la CNT, journée « Tierra y libertad: peuples amérindiens, peuples berbères, résistance et autonomie. » Projection de *La Kabylie au cœur des luttes*, débat sur la « résistance des cultures, cultures de la résistance... Solidarité ici et là-ba », exposition « Mexique rebelle » et musiques kabyle et mapuche. De 12 à 22 heures à la Parole errante, 9, rue François-Debergue.

Paris 19^e

Meeting de rue et rassemblement festif contre la guerre à 14 h 30, place des Fêtes à l'initiative entre autres de la FA et AL.

Paris 19^e

Projection du documentaire *Les échos du stade* d'Abdelkader Ensaad à 20 h 30 à Confluences, 190, boulevard de Charonne. Réservation au 01 40 24 16 46.

Mardi 12 novembre

Rouen

La librairie l'Insoumise organise un débat sur le thème « La normalisation du travail social » avec des travailleurs sociaux à 20 h 30 au 128, rue Saint-Hilaire.

Du vendredi 15 au dimanche 17 novembre

Paris 20^e

Le Théâtre la Balancelle et Les rêveurs s'entêtent présentent *La Commune de Nouréab*, vaudeville de Cavalier le vendredi et le samedi à 20 h 30, et le dimanche à 16 h, à l'Espace Louise-Michel, 42 ter, rue des Cascades. Réservation au 01 45 26 50 89.

Vendredi 15 novembre

Toulouse

Conférence-débat autour de la LSI-LSQ organisée par la CGA (Coordination des groupes anarchistes) à la salle de Barcelone, 22, allée de Barcelone à 20 h 30.

Samedi 16 novembre

Lyon

Conférence-débat organisée par l'UL FA Lyon sur « Lois sécuritaires, contrôle social: ces lois qui bradent nos libertés » à 15 heures à la librairie la Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc.

Pantin

L'association Mots et musiques invite Sabine Viret pour « Les rendez-vous chansons » de la Menuiserie à l'espace Archipel 93, 77, rue Jules-Auffret. Réservation au 01 43 84 70 04.

Paris 11^e

À 16 h 30, projection du film du collectif contre le publixisme à Publico, 145, rue Amelot.

Lundi 18 novembre

Paris 20^e

Projection du documentaire *Les enfants du vent* de Brahim Tsaki à

20 h 30 à Confluences, 190, boulevard de Charonne. Réservation au 01 40 24 16 46.

Mercredi 20 novembre

Paris 11^e

Réunion-assemblée du RATP à 20 h au CICP, 21 ter, rue Voltaire.

Samedi 23 novembre

Paris 11^e

À 16 h 30, forum *Autour de la commune de Nouréab* à Publico.

Rouen

La librairie l'Insoumise reçoit Thierry Maricourt pour une conférence: « Être écrivain aujourd'hui, qu'est-ce que ça veut dire? L'écrivain doit-il être engagé? » à 15 h au 128, rue Saint-Hilaire.

Mardi 26 novembre

Paris 20^e

Projection du documentaire *Le temps du Ramadan* de Mustapha Hasnaoui à 20 h 30 à Confluences, 190, boulevard de Charonne. Réservation au 01 40 24 16 46.

Radio libertaire

Jeudi 7 novembre

Si vis pacem: à 18 heures, festival antimilitariste du 11 novembre, objecter à « l'esprit de défense », pour en faire une journée d'appel de préparation à la paix.

Samedi 9 novembre

Chroniques syndicales: à 11 h 30, syndicalisme et capitalisme.

Chroniques rebelles: à 13 h 30, Ben Ali, et après? Débat.

Jeudi 14 novembre

Si vis pacem: à 18 heures, le théâtre et la guerre, avec *Les pieds sur scène*.

Samedi 16 novembre

Chroniques syndicales: à 11 h 30, les prud'hommes côté conseillers, côté défenseurs et côté femmes.

Chroniques rebelles: à 13 h 30, festival du film méditerranéen de Montpellier. Un autre cinéma.

Dimanche 17 novembre

Des mots, une voix: à 15 h 30, Alina Reyes présente son livre

Politique de l'amour paru aux éditions Zulma.

Jeudi 21 novembre

Si vis pacem: à 18 heures, les raffinement du terrorisme en Algérie, avec l'association Confluences.

Samedi 23 novembre

Chroniques syndicales: à 11 h 30, les prud'hommes avec Hughes Lenoir et Étienne Deschamps.

Chroniques rebelles: à 13 h 30, retour de Palestine. Entretiens et témoignages.

Jeudi 28 novembre

Si vis pacem: à 18 h, campagne contre les jouets guerriers. Des idées de cadeaux pour offrir la paix avec le « redoutable » catalogue de l'Union pacifiste.

Samedi 30 novembre

Chroniques syndicales et Chroniques rebelles: de 11 h 30 à 15 h 30, les réfugiés politiques italien(ne)s. Histoire, témoignages et perspectives.

Photos et illustrations: droits réservés

Directeur de publication: Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 1 80740 - Imprimeries IPS (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - IPS
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction - Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél.: 01 48 05 34 08 - Fax: 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n ^m	<input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 32 €	<input type="checkbox"/> 27 €
6 mois 25 n ^m	<input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 61 €	<input type="checkbox"/> 46 €
1 an 45 n ^m	<input type="checkbox"/> 61 €	<input type="checkbox"/> 99 €	<input type="checkbox"/> 77 €

Abonnement de soutien: 76 €

Abonnement étranger: les chèques tirés sur des banques hors France subissent une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(En lettres capitales)

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal

Ville.....

Pays.....

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

ÉDITORIAL



Cela fait maintenant un peu plus de quatre mois que les représentants de la droite, dite « modérée », composée « du sauveur de la République », « des garants de notre sécurité » et « des défenseurs de la France des oubliés », tiennent dans leur main l'essentiel du pouvoir exécutif. De leur côté, les représentants de la gauche, dite socialiste, contraints d'assumer leur défaite, ont quant à eux vaillamment rejoint le camp de l'opposition.

Plus un jour ne passe sans que ces grands hommes, soudainement épris de valeurs humanistes, ne dénoncent haut et fort tous les faits et gestes du gouvernement actuel. On déplore « un libéralisme outrancier », on crie « aux lois liberticides », on s'insurge même de « la guerre menée contre les pauvres ». Un peu plus et on serait séduit...!

Pourtant, à y regarder de plus près, les mesures prises aujourd'hui ne sont que la suite logique de celles qui ont été choisies hier par ceux qui les décrivent. Les lois de sécurité quotidienne, la privatisation des services publics, la suppression des acquis sociaux... bref la destruction de tout ce qui se rapproche d'une société tant soit peu solidaire, juste, égalitaire et libre n'est pas l'apanage du seul duo « Raffarin-Sarkozy ». Loin s'en faut. Ne serait-ce alors de la part des « refondateurs du Parti socialiste », qu'une

stratégie pour reconquérir pas à pas, et ce dès les élections européennes de 2004, un pouvoir qu'ils ne supportent pas d'avoir perdu?

Sans aucun doute. Car si les idées vont et viennent, si l'idéologie fluctue au gré des victoires et des défaites électorales, les pratiques de ceux qui détiennent ce pouvoir tant désiré apparaissent immuables. Celles-ci ne font que révéler la vraie nature de l'État: assurer les privilèges de quelques-uns, au prix, s'il le faut, de l'esclavage du reste du monde.

Et quelle aubaine, que ces événements du 11 septembre 2001! Le terrorisme aujourd'hui permet à tous ces États, de l'Est comme de l'Ouest, du Nord comme du Sud, de justifier de toutes les atrocités dont ils sont coupables. Peu importe la voie, quant il s'agit de rétablir « l'ordre », de restaurer un pouvoir qui a été déifié. Et n'en déplaise aux Afghans morts sous les bombes américaines et européennes, ou aux quelques centaines d'otages russes gazés par les autorités du Kremlin.

À nous de mettre en œuvre des pratiques qui nous permettront de construire un monde différent. Comme le disait un pédagogue de renom, cité il y a peu dans le *Monde libertaire*: « L'énoncé théorique des droits et des libertés ne suffit plus: c'est la pratique sociale qu'il faut développer afin que l'homme sache plus tard se conduire librement dans les diverses occasions de sa vie. »

Solidarité contre la guerre

suite de la une

Moscou. C'est à cause de leurs efforts que la Tchétchénie est devenue une zone dévastée où la violence arbitraire et la terreur sont la règle, où chaque jour des personnes innocentes meurent ou « disparaissent », où les humiliations dégradantes et inhumaines, la torture et les violations des droits humains sont devenues quotidiennes. C'est leur politique qui a renvoyé la Tchétchénie au Moyen Âge et qui pousse certains Tchétchéniens à répondre par la barbarie à la barbarie perpétrée par ceux qui occupent leur pays.

Il faut aussi souligner qu'une part de responsabilité de la tragédie revient également à la société russe. Depuis exactement trois ans, l'écrasante majorité observe calmement les crimes contre l'humanité perpétrés en son nom dans la Tchétchénie occupée. En Russie, il n'y a pas eu la moindre manifestation de masse, pas la moindre grève de protestation ou autres actions directes contre la guerre. Bien plus, les gens ont continué de voter pour les avocats les plus froids de la « pacification » violente de la Tchétchénie récalcitrante. Quel que soit le choc provoqué par l'impact de l'attaque terroriste, cela permettra peut-être d'aider les gens à faire face à cette réalité, que la mort et la souffrance provoquées par la guerre nous concernent tous et qu'on ne peut pas se la cacher.

Il n'y a qu'un seul moyen d'éviter une répétition de ce qui s'est passé à Moscou: mettre fin à la guerre et à l'occupation de la Tchétchénie, affirmer à la population de la république son droit de décider de façon indépendante de son propre futur. Nous appelons tous ceux qui comprennent cela à participer à des protestations civiles contre la politique d'agression impérialiste poursuivie par la classe dirigeante.

Boycotez les appels à rejoindre les forces armées! Refusez tout vote pour ceux qui soutiennent cette guerre, qu'ils soient capitalistes ou « communistes »! Demandez des négociations immédiates avec les leaders élus de la République tchétchène d'Ichkeria sur le retrait des forces russes!

Nous appelons aussi tous les partis et organisations de gauche, les syndicats libres, les organisations de défense des droits humains et les forces progressistes de la société civile à travers le monde à exiger du gouvernement russe de mettre fin aux opérations militaires et punitives en Tchétchénie.

Déclaration adoptée lors de l'Assemblée générale des sympathisants de la campagne « Solidarité contre la guerre » à Moscou, le 26 octobre 2002

La campagne « Solidarité contre la guerre en Tchétchénie » (à laquelle participent des anarchistes et anarcho-syndicalistes) a été lancée par le centre Praxis et le journal antifasciste Tchelotchenost (l'Humanité) de Moscou. Cette campagne consiste à la fois en une action militante contre la guerre (piquets, manifestations, tracts, etc.) et à une aide humanitaire concrète avec les victimes de la guerre. Pour tout contact:

Fax: (095) 504 45 00

E-mail: praxis2001@mail.ru

Site Internet

(pages en russe, français et anglais): <http://chechnya.solidarity.users.bto-penworld.com/menu.html>

Adresse postale: Julia Gousseva
PO Box 7, 109443 Moscou, Russie



Pas en notre nom

suite de la une

construits pendant la Seconde Guerre mondiale pour les Japonais de nationalité américaine. Pour la première fois depuis plusieurs décennies, les procédures d'immigration mettent certaines nationalités à l'index pour leur faire subir un traitement inéquitable.

En notre nom, le gouvernement fait peser sur notre société un voile de répression. Le porte-parole du président prévient les gens de « faire attention à ce qu'ils disent ». Des artistes, des intellectuels et des professeurs dissidents voient leurs opinions déformées, attaquées et censurées. Le soi-disant « Patriot act » ainsi que tout un train de mesures semblables prises au niveau de l'État accordent à la police de vastes pouvoirs de fouille et de saisie sous le contrôle théorique de procédures secrètes menées dans des tribunaux secrets.

En notre nom, le pouvoir exécutif a systématiquement usurpé les rôles et fonctions des autres branches du gouvernement. Des tribunaux militaires aux procédures douteuses dans lesquels les accusés n'ont pas le droit de faire appel en cour civile, ont été mis en place par simple décret. Des groupes sont étiquetés comme « terroristes » d'un coup de plume présidentielle.

Il faut que nous prenions très au sérieux les dirigeants de ce pays lorsqu'ils parlent d'une guerre qui durera toute une génération et quand ils parlent d'un nouvel ordre social. Nous sommes confrontés à une politique ouvertement impérialiste envers le reste du monde et à une politique inté-

rieure qui fabrique et manipule la peur afin de réduire les droits des personnes.

Les événements des derniers mois esquissent une trajectoire fatale qu'il faut identifier pour ce qu'elle est vraiment et contre laquelle il faut résister. Trop souvent, au cours de l'histoire, les gens ont attendu jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour lutter.

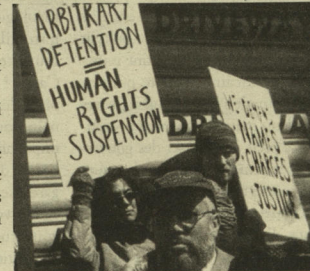
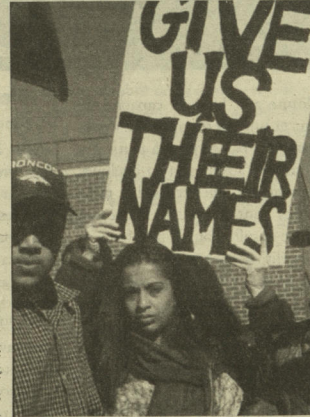
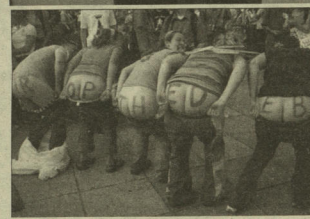
Le président Bush a déclaré: « Ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes contre nous. » Voici notre réponse. Nous vous refusons le droit de parler au nom de tous les Américains. Nous n'abandonnerons jamais notre droit à la remise en question. Nous ne vous livrerons pas nos consciences en échange de promesses de sécurité qui sonnent creux. Nous vous déclarons: « Pas en notre nom! » Nous refusons de jouer un quelconque rôle dans ces guerres et nous répudions toute supposition qu'elles soient menées en notre nom ou pour notre bien. Nous tendons la main à ceux qui, à travers le monde, souffrent à cause de cette politique: nous montrerons notre solidarité par les mots et par les actes.

En signant ce manifeste, nous appelons tous les Américains à se joindre à notre défi. Nous applaudissons et encourageons les actes de critique et de protestation qui ont lieu actuellement, tout en sachant qu'il en faudra beaucoup plus pour arrêter cet engrenage infernal. Nous nous inspirons des réservistes israéliens qui, au prix d'énormes risques personnels, déclarent qu'« il y a effectivement une limite » et refusent de servir dans les territoires occupés et à Gaza.

Nous nous inspirons également des nombreux exemples de résistance et d'objection de conscience dont abonde le passé des États-Unis: depuis ceux qui ont lutté contre l'esclavage par la rébellion et par les réseaux clandestins d'évasion jusqu'à ceux qui se sont élevés contre la guerre du Vietnam en refusant d'obéir aux ordres, en refusant la conscription et en se joignant aux résistants par solidarité.

Ne permettons pas à tous ceux qui nous regardent dans le monde de désespérer de notre silence et de notre absence de réaction. Au lieu de cela, que le monde entende notre promesse: nous résisterons à l'engrenage de la guerre et à la répression et nous rassemblerons tous ceux qui veulent agir pour l'arrêter.

Not in our name
Manifeste du collectif NION
<http://www.notinourname.net>



Ces photos illustrent les différentes mobilisations tant anticapitalistes qu'antiguerrre qui ont eu lieu depuis cet été.



Jimmy Carter : prix Nobel de la paix impériale américaine

Si l'ex-président des États-Unis Jimmy Carter mérite bien le prix de la Paix en 2002, c'est parce qu'il ne s'appelle pas George W. Bush. Et parce qu'il a fini par exposer ses hésitations tactiques devant la marche folle vers la guerre en Irak de ce dernier. Mais regardons derrière le masque de ce bon apôtre de l'humanitaire qui n'arrête pas de sillonner le monde depuis vingt ans qu'il est au chômage politique. Si on examine l'essentiel, sa conduite de président au pouvoir (1976-1980), qu'est-ce qu'on trouve? Un défenseur efficace et sans scrupule des intérêts de l'Empire américain.

Les antécédents

Officier de carrière de la marine de guerre, Jimmy Carter sert l'Empire comme commandant de sous-marins nucléaires armés de missiles atomiques. C'est par excellence l'arme de terreur massive. Elle



Jimmy et ses collègues : un belle brochette d'humanistes

donne aux USA la capacité de lancer une guerre nucléaire « préventive » par surprise à partir des côtes de l'adversaire : en quelques minutes les villes et les sites militaires sont incinérés. Carter se lance ensuite dans la politique, se fait élire gouverneur de Géorgie, un des États du Sud où les salaires sont les plus bas grâce au racisme et aux lois antisyndicales.¹

L'internationaliste

Mais Jimmy Carter n'est pas un homme de Néandertal. Il a compris le monde pendant qu'il le polissait comme officier de la marine impériale américaine, célèbre pour sa « diplomatie à la canonnière » et ses fusilleurs marins, les « marines » toujours prêts à renverser des gouvernements mal soumis aux banques et groupes américains. Le fermier de cacahuètes est devenu internationaliste. Il fréquente les séminaires mondialiste de la Commission trilatérale, association semi-clandestine d'élite que préside Nelson Rockefeller, le gouverneur milliardaire de

New York. Ce Rockefeller avait plusieurs fois brigué la présidence des États-Unis et s'y était cassé le nez. Il fait de Carter son protégé. Avec ses cacahuètes, cet humble fils de Dixie passera là où le grand représentant du capital financier n'a pas pu passer avec ses milliards.

Une fois élu, Carter affichera « les droits humains » comme le slogan de sa présidence. Mais il restera fidèle à ses patrons de Wall Street et défendra leurs intérêts globaux partout dans le monde. En voici les détails.

Ocotatl et à Leon. Ils assassinaient systématiquement les infirmières, les agronomes, les instituteurs de l'alphabétisation, les responsables des coopératives – souvent en les torturant. En fait, La CIA leur avait donné comme instructeurs d'anciens tortionnaires argentins. Un jour, les sandinistes trouvèrent dans les poches d'un Contra le manuel de la CIA qui leur enseignait cette technique d'assassinat ciblée. Elle était destinée à éliminer les travailleurs de l'humanitaire afin de

que l'aide militaire est suspendue pour être remplacée par l'aide « humanitaire » au régime des assassins. Encore de l'humanitaire à la Carter.

L'humanitaire en Asie

En Corée du Sud, au printemps de 1980, les ouvriers et les étudiants font de grandes manifestations contre la dictature militaire de Chun Doo Hwan. L'envoyé de Carter conseille aux militaires sud-coréens de sévir. 1 000 manifestants sont massacrés le 17 mai à Kwangju. Vous souvenez-vous des Khmers rouges massacreurs du Cambodge avec leurs montagnes de crânes? Après leur défaite contre l'armée vietnamienne, c'est Carter qui les entretient humanitairement (les pauvres!) et les remet sur pied de guerre. Carter envoie de l'aide militaire en Indonésie, où la dictature militaire sanglante de Sukarno venait d'annexer brutalement le Timor oriental, colonie néerlandaise fraîchement indépendante.

L'afghan

Et devinez quel président américain a commencé les opérations clandestines de la CIA en Afghanistan? Qui le premier a soutenu les moudjahidin intégristes contre le gouvernement pro-soviétique en créant les réseaux qui incorporeront éventuellement Osama ben Laden? Je veux bien que le régime communiste afghan, qui éduquait les femmes pour être médecins, professeurs, techniciens, ne respectaient pas les « droits humains » à la Carter. Il fallait que Carter y envoie des seigneurs de guerre intégristes, pillards et violeurs pour les imposer aux Afghanes...

C'est encore Carter, avant Reagan et Bush, qui boycotta les conférences spéciales de l'ONU organisées en 1978 et 1980 pour redresser les inégalités Nord-Sud et affronter le racisme, sabotant ainsi les espoirs de toute une époque. Au nom du néolibéralisme humanitaire promu par Carter, on commence à démanteler les infrastructures publiques et services sociaux en Afrique et l'époque des famines et épidémies est ouverte.

Vive le shah

En 1979, vint la révolution populaire iranienne contre la dictature du shah et sa redoutable police secrète, la Savak. Rappelons brièvement

le pendant sa première année, cette révolution est restée aux mains des modérés démocratiques. C'était la révolution des ouvriers pétroliers syndiqués, des sous-officiers techniciens de l'armée de l'air, des étudiants marxistes et des jeunes féministes autant que celle des marchands du bazar et des ayatollahs qui se regroupaient derrière Khomeyni. Une démocratie était possible, nouvelle édition de celle de Mossadegh renversée par la CIA en 1953 pour imposer de nouveau le shah et son régime de torture.

Que fit Carter? D'abord il offrit sa protection au shah, ami intime de Rockefeller – bien sûr au nom de l'humanitaire. Puis il repoussa les ouvertures de gouvernement des modérés qui chancelaient, ouvrant la porte à la dictature intégriste de Khomeyni. Mais Carter sait diviser pour mieux régner. Il envoya des armes à Saddam Hussein, dictateur de l'Irak et ancienne « propriété » de la CIA, qui sent son pouvoir menacé par la contagion de la révolution iranienne. Grâce à l'aide américaine, Saddam put soutenir la guerre contre l'Irak pendant huit ans avec un bilan de trois millions de tués.

Belle fin de présidence

Mais l'affaire iranienne a fini par mettre bas Carter quand les moudjahidin iraniens prirent en otages le personnel de l'ambassade américaine. Car c'est le candidat à la présidence, Ronald Reagan, qui, plus malin que Carter, passa un accord secret avec l'ayatollah pour faire durer la crise des otages jusqu'aux présidentielles de 1980, que Reagan gagna facilement.

Si aujourd'hui Carter exprime ses réserves sur la guerre que Bush Junior propose de faire à son brave ex-agent Saddam, c'est pour des raisons purement tactiques. Les troupes américaines risquent de s'enliser en Irak et le terrorisme de s'étendre. De plus, une guerre pourra déstabiliser l'économie mondiale branlante, au préjudice des intérêts de Wall Street. En critiquant la politique du flibustier pétrolier texan Bush, le commandant Carter, gendarme de Rockefeller, reste toujours fidèle au poste.

Gloire au mercenaire humanitaire de Wall Street! Après le criminel de guerre américain Kissinger, Carter méritait bien le prix de la Paix!

Richard Greeman
internationaliste new-yorkais
rgreeman@laposte.net

1. Notons en passant que la Géorgie de Carter rivalise avec le Mississippi de Trent Lott, le Texas de George W. Bush, et l'Arkansas de Bill Clinton pour le prix de la misère, de l'ignorance et du suprématisme blanc. Ces États de l'ancienne Confédération sécessionniste esclavagiste (dits « États du Dixie ») hébergent encore de puissantes organisations racistes et intégristes chrétiennes, pour ne pas parler de milices plus ou moins fascistes. Les sénateurs du Dixie dominant encore le Congrès fédéral où ils dicent l'ordre du jour. Le Dixie nous donne plus de la moitié de nos présidents, dont GWB.

LA NATURE intrinsèque du capitalisme est bien d'étendre ses tentacules en renforçant et en élargissant sa présence, partout sur la planète, dans nos vies quotidiennes, dans chaque espace que l'abandon et la casse des services publics et le délitement des liens sociaux permet de transformer en niche de profits. Cela passe souvent par une concentration des moyens, une diversification des activités, facilitant une pénétration plus fine des multinationales dans les collectivités, y compris là où on ne les attend même pas.

Les communes en France n'échappent pas à cette loi d'airain; l'État a mis en place le cadre qui a permis aux multinationales d'obtenir encore plus de profits et d'avoir un poids important dans la gestion de services dépendants de la commune. Ils deviennent des groupes de pression incontournables auprès des élus locaux et des populations. Les élus sont de moins en moins maîtres de la conduite des communes, mais continuent à mentir aux électeurs en affirmant que ce sont eux qui, à travers le mandat électoral, restent garants de leur avenir. Et, bien entendu, la corruption ou le favoritisme des élus au bénéfice de groupes multinationaux n'ont cours que dans les pays africains, loin d'ici...

Tu décentralises, ils profitent...

« Depuis les lois de décentralisation (initiées en 1983 par le ministre socialiste de l'Intérieur Defferre), les communes ont la possibilité de choisir librement le mode de gestion de leurs services publics communaux à caractère industriel et commercial: soit directement dans le cadre d'une régie, soit en confiant la gestion à des entreprises privées par le moyen de la gestion déléguée. » Les élus peuvent donc déléguer au privé l'exploitation du service public à caractère industriel et commercial (SPIC): eau potable, assainissement, transports urbains, etc., ou le service public à caractère administratif (SPA): théâtre, office de tourisme, centre de vacances, etc. Ils ne peuvent pas pratiquer cela pour ce qui touche aux fonctions régaliennes de la collectivité (exemples: police administrative¹, expropriation, etc.) ou pour des activités spécifiques, dispositions légales (exemples: état civil, gestion des listes électorales, etc.). Ces activités relèvent alors de la gestion directe des collectivités locales.

Trois critères sont généralement retenus pour identifier une délégation de service public: l'exploitation d'un service public; l'existence d'un contrat entre la collectivité et une entreprise fixant les conditions d'exploitation du service; le mode de rémunération de l'entreprise qui doit provenir pour une part importante des sommes perçues auprès des usagers. Ces critères sont variables dans le choix final de telle ou telle entreprise.

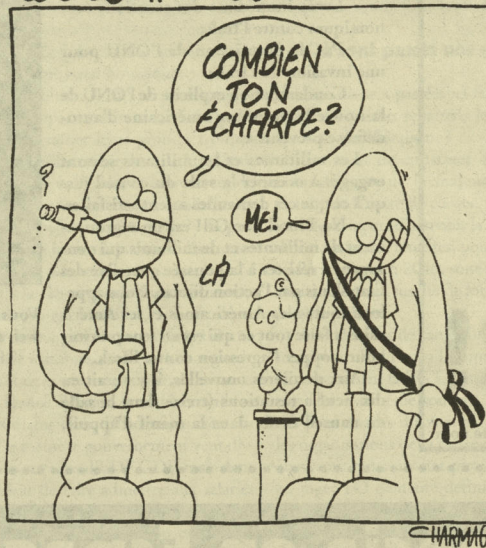
Ainsi, les critères de compétences peuvent être déterminants. Or, de façon générale et sur des marchés qui demandent des moyens techniques, humains, de l'expérience et des références, ce sont les filiales des multinationales qui sont les seules à s'aligner sur des marchés porteurs comme l'eau, les déchets, etc.

La commune est un supermarché

Que l'on parle de gestion déléguée ou de marché public², de toute façon, ce qu'il faut retenir, c'est que les filiales de Bouygues, Vivendi et autres ont pu diversifier leurs

La mondialisation près de chez vous

LES COMMUNES DÉPOUILLEES



La commune, une étape pour la réappropriation collective ?

activités et affirmer leur omniprésence grâce à la prétendue autonomie décisionnelle acquise par les communes et dévolue par l'État. Mais si l'autonomie était l'objectif affiché de la manœuvre, il est significatif qu'elle s'accompagne d'une prise en main des multinationales.

Et cette prétendue autonomie a amputé les communes de pans entiers de leurs activités: une fois confiées au privé, ces activités sont difficiles, voire impossibles, à ramener dans le giron du public. L'État s'est donc appuyé sur le marché pour équilibrer son désengagement; dans cet étau, les communes n'ont pas d'élus qui reculent indéfiniment le recours au secteur privé. Les barrières idéologiques n'auront pas retenu longtemps les flatteries populistes laissant entendre que la baisse des impôts étaient possibles à condition de se défaire des activités trop chères, trop lourdes, trop techniques, trop coûteuses... pour la commune. Qui pourtant intéressaient bien des requins du privé qui les trouvaient à leur goût.

C'est donc ainsi que la privatisation pure et simple ou assimilée (gestion déléguée, marchés publics, etc.) et l'évolution de la législation européenne et ses contraintes ont donné lieu à un désengagement massif de services historiquement associés à la commune: cantines scolaires, transports en commun, mobilier urbain, gestion et distribution de l'eau, ramassages des déchets, incinérateurs d'ordures ménagères, parkings souterrains, gestion des parcmètres, des théâtres, crématoriums, marchés, fourrières,

etc. Autant de services qui échappent au contrôle des usagers, qui sont chèrement payés par eux, et souvent à leur corps défendant, et qui occasionnent bien des corruptions, étalées ou non au grand jour. Et renforcent un capitalisme triomphant.

Exproprier les entreprises

Cette situation, conforme au dogme libéral (aux collectivités les fonctions régaliennes, le reste au marché), n'est sans doute pas irréversible. L'actualité nous offre parfois l'occasion de lire que des conflits déclenchés entre une commune et une entreprise mandatée ont abouti à une réintégration dans le domaine public dudit service. Mais ces incidents, qui restent rares, sont dans l'ornière étroite de la vision économique: on y évoque le coût trop important, le droit bafoué du consommateur... Jamais la nécessité politique de reprendre ce qui doit appartenir à tous.

Stratégiquement, pour œuvrer dans l'optique de l'expropriation de nos communes du secteur privé, diverses modalités sont possibles. Cela peut aller de la participation-constitution de comités d'usagers à des actions de boycott, des manif devant les sièges des transnationales qui gèrent un bout de la commune, du soutien à des conflits de travailleurs en lutte dans les entreprises mandatées, en passant par les nécessaires informations aux populations sur le beau fromage qu'est la commune avec le nom et la dimension transnationale des

entreprises qui le grignotent³. Bref, de l'agir-propre au travail plus en profondeur. Dresser la longue liste des activités liées à la commune et déléguées à des entreprises est souvent une découverte et une révélation pour soi et pour les autres! Et démontre aussi que « nos » élus contrôlent de moins en moins (pourquoi les élire, alors?) et sont de plus en plus phagocytés par les Messier and Co.

Dans un tract de juin 2002, le groupe Gard-Vaucluse de la FA affirmait⁴: « Nous voulons que l'administration des communes soit organisée par les usagers, habitants, travailleurs, salariés des services communaux, etc. Et que les services communaux retournent à la commune, ce qui nécessite l'expulsion des sociétés privées. [...] Nous devons impulser, participer et fédérer les luttes qui tendent vers la revendication de la satisfaction (gratuité) des besoins fondamentaux pour tous: logement, transports, énergie, etc. et en faveur de l'autogestion généralisée (communes, production, gestion, distribution, etc.) »

Mais tout cela n'a de sens que si l'on s'achemine vers des revendications de ruptures, globales, anticapitalistes. Il reste donc une stratégie à affiner, notamment pour ne pas en rester à des dynamiques et à des revendications localistes. Nous savons déjà que dans bien des villes, ce sont les mêmes puissances internationales que l'on retrouve. Là, le fédéralisme des luttes doit jouer un rôle fondamental en activant un lien permanent entre nos communes, les représentations locales du capitalisme globalisé – souvent les mêmes entreprises – et les collectifs locaux. Là aussi, nos efforts ne verront le jour que si nous savons nous coordonner avec la fédération libertaire des luttes anticapitalistes.

La commune et le communisme libertaire

Nous savons tous combien la commune peut être un des nœuds gordiens de l'organisation communiste libertaire. Si le fédéralisme (production, politique, distribution, social, culture, etc.) permet la structuration des activités spécifiques dans une relative autonomie, la commune reste un lieu incontournable. Elle peut être l'endroit où un certain nombre de décisions, au carrefour des besoins et des revendications, peuvent s'élaborer pour permettre notamment à la production d'orienter son travail. Il importe donc que la commune, qui reste aujourd'hui un point fort d'ancrage des populations et qui a une place particulière dans notre projet politique, soit un lieu où les luttes restent vives dans le sens de sa libération de l'emprise du capital, de la hiérarchie décisionnelle déléguée, de l'État.

La lutte contre le capitalisme mondialisé doit aussi se mener là où nous habitons, et plus seulement lors des manifestations ponctuelles contre les sommets internationaux. Objectif: une dynamique offensive vers la réappropriation collective et l'autogestion, contre le capitalisme.

Daniel
groupe Gard-Vaucluse de la FA

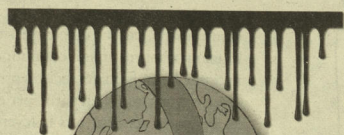
1. On remarquera toutefois que bien souvent, les régies de vidéo surveillance par exemple sont entretenues par des entreprises privées.

2. Ou bien d'affermages, de régies, de concessions.

3. « Main basse sur la ville »

4. Pour savoir qui sert les repas aux têtes blondes de « vos » cantines scolaires, le site Internet www.transnationales.org. Pour obtenir des précisions juridiques et techniques sur les différents modes de gestion communale: www.cartel.oieau.fr

No Blood For Oil!



NO WAR!

© 2002 Touche'

The-Broadside.com

Répression aux États-Unis

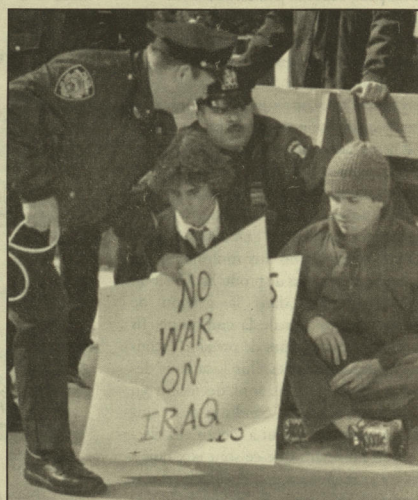
NEW YORK, le 21 octobre 2002, des membres de « No Blood For Oil! » (« pas de sang pour le pétrole », un regroupement contre l'invasion de l'Irak) ont occupé la salle du Conseil de sécurité de l'ONU. Les militantes et les militants ont fait connaître les revendications suivantes :

- Levée immédiate des sanctions économiques contre l'Irak;
- Pas de permission de l'ONU pour une invasion de l'Irak;
- Condamnation explicite de l'ONU de la nouvelle politique américaine d'auto-défense préventive.

Les militantes et les militants se sont engagés à occuper la salle du conseil jusqu'à ce que ces demandes soient satisfaites.

« No Blood For Oil! est un regroupement de militantes et de militants qui s'engagent à résister à la poussée guerrière des États-Unis par l'action directe. Nous appelons toutes les Américaines et les Américains à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour stopper l'agression contre l'Irak. »

Aux dernières nouvelles, il y aurait eu dix neuf arrestations (treize dans la salle du conseil et six dans la manif d'appui).



Vous trouverez plus de détails et des photos sur le site web suivant :

[http://nyc.indymedia.org/front.php3?article_id=36514 & group = webcast](http://nyc.indymedia.org/front.php3?article_id=36514&group=webcast)

Source : A infos

D'après une traduction de Phébus

LE LUNDI 14 octobre, le centre social « Mala Pulgas » dans la rue Borroca, bâtiment autrefois abandonné puis occupé pendant deux ans et demi, est l'objet d'une expulsion spectaculaire par la police. À cette occasion, des actions de soutien se déroulent, et quatre personnes sont arrêtées le lendemain. La garde à vue de trois jours a lieu sans que les jeunes gens puissent entrer en relation avec leurs familles ou avocats. Ils se plaindront d'avoir été frappés et d'être restés sans alimentation; des menaces sont proférées par des policiers. Le rassemblement qui a lieu le 16 au matin pour demander des nouvelles sera l'objet d'un fichage illégal et généralisé des personnes présentes, une heure durant. Le même jour, des perquisitions en présence des inculpés ont lieu dans leurs chambres; y sont saisis des ordinateurs, des livres, agendas, photographies, tracts, etc. C'est alors que la police explique aux familles que les quatre solidaires du CSO Malas Pulgas sont soupçonnés d'être membres d'un « groupe terroriste anarchiste de rue ». Les policiers ont ordre de chercher des armes et explosifs.

Le 18 octobre, les suspects sont déférés à la prison de Picassent. Deux des inculpés sont accusés d'agression terroriste (10 à 15 ans de prison selon la loi) et les quatre sont sous le coup d'association illicite et désordres (2 à 4 ans). Selon le juge Luis Francisco Mesas Rojas « au centre social Malas Pulgas existe un courant anarchiste partisan du sabotage et d'actes de vio-

Valencia en Espagne

Solidarité aux « quatre de Malas Pulgas »

lence », et le centre est une organisation « avec président, trésorier, etc. » Des terroristes organisés en bureau associatif dans un centre social ouvert au public, en somme...

Il est intéressant de resituer le contexte de cette affaire. Tout au long de l'année 2002, les squats de la ville de Valencia sont visés par la répression et les expulsions. Quatre seront ainsi touchés par les expulsions. La ville et la Coordination d'assemblées d'étudiants de Valencia (CAEV) seront sous pression policière. Le 30 août, un nouveau délégué du gouvernement prend ses fonctions. Et alors que le 11 octobre, l'organisation fasciste « Plataforma 2000 » défile dans le quartier de Velluters sous la protection policière, 500 antifascistes subissent des contrôles policiers et des intimidations. Au final, ils ne pourront pas manifester contre l'extrême droite locale, deux personnes seront arrêtées. Le lendemain, un quotidien local évoque dans ses colonnes la rue Borroca et ses centres sociaux, foyers actifs antifascistes. Ce jour-là, un membre de ces centres est arrêté par la police, en pleine rue, sous la menace d'un pistolet, sans charges sérieuses. Puis c'est l'expulsion du centre Malas Pulgas et

ses suites inquiétantes. Le juge qui instruit le dossier des « 4 de Malas Pulgas » est réputé pour son carriérisme et il a dans son collimateur le mouvement squat (« okupa ») et antifasciste. Luis Francisco Mesas Rojas instruit actuellement divers dossiers concernant des okupas; il s'occupe également des inculpations des personnes arrêtées le jour de la manif antifasciste du 11 octobre. Bien entendu, le fait qu'il ait confié à l'entreprise de gardiennage « Levantina de Seguridad » dont le patron n'est autre que Luis Roberto Navarro, porte parole des fascistes de « Plataforma 2000 », le gardiennage de deux squats après expulsion, relèverait du pur hasard. Pour lui, posséder un ordinateur équivaut à posséder une arme, lire des fanzines est un délit et être plus de quatre personnes devient une association illicite. Ce juge s'est vanté d'avoir instruit un lourd dossier contre les « quatre de Malas Pulgas », ce qui laisse présager un montage juridique et policier contre le mouvement okupa de Valencia. Il faut souligner que les chefs d'accusation ont évolué après que le juge eut consulté le chef local de la Brigade d'information. Au cours d'une conférence de presse organi-

sée par les avocats et les familles des détenus au local de la CNT-AIT valencienne, puisque plusieurs des quatre inculpés sont membres du syndicat anarcho-syndicaliste, les avocats ont repoussé les accusations de dommages occasionnés aux agences immobilières agressées au lendemain de l'expulsion du centre Malas Pulgas et qualifiés l'accusation « d'association illicite à caractère terroriste » d'« anormalement disproportionnée ». Les familles présentes ont mis en évidence le caractère arbitraire et sélectif des perquisitions policières.

Le soutien s'est vite organisé en Espagne. La CNT-AIT met en évidence la responsabilité du délégué du gouvernement Cotino qui permet aux fascistes de défilier en toute impunité et déclenche la guerre contre les jeunes libertaires de la ville. Les syndicalistes demandent la démission de Cotino et évoquent un montage policier dans la tradition franquiste.

Dans les villes de Majorque et Séville, des actions de solidarité ont déjà eu lieu, d'autres se préparent: concerts de soutien, rassemblements, etc. Le 25 octobre, deux mille personnes se sont rassemblées à Valencia pour protester contre la répression et demander

la libération des inculpés. Peu auparavant, ce sont deux cents personnes qui ont crié leur soutien sous les fenêtres de la prison de Picassent, ce qui valut des menaces policières aux quatre reclus.

Souvenez vous: le 2 février 2001, sous la pression de l'Espagne, de la Grèce et de l'Italie, les polices européennes se voient proposées le « document Madrid ». On y trouve une nouvelle définition du terrorisme comme n'étant: « pas seulement un groupe de commandos qui agissent mais un projet qui cherche à s'installer dans la société [...] ». En Espagne, la folie anti-ETA et la guerre contre le mouvement okupa bat son plein. En France, les plans Vigipirate, la loi sur la sécurité quotidienne et l'arsenal de la plus récente LSI offriront aux gouvernants et aux polices omniprésentes plus d'armes contre nous. Ce qui arrive aujourd'hui aux quatre de Malas Pulgas risque fort de nous arriver bientôt. La solidarité est le premier pas pour montrer que leurs lois ne nous bâillonneront pas et que nous ne sommes pas dupes de leurs machinations politico-policières. Intervenez (fax, téléphones, pétitions, courrier postal ou électronique, actions diverses) et exigez: « la mise en liberté immédiate des quatre personnes incarcérées après l'expulsion du CSO Malas Pulgas de Valencia. Non à la criminalisation des mouvements sociaux. Assez de répression, de contrôle, de montages policiers! Une expulsion, mille occupations! »

Relations internationales de la FA

La contre-révolution inutile

POUR UN CERTAIN nombre d'entre nous, il est de triste mémoire de rappeler les années Thatcher en Angleterre, et, devrait-on dire en Europe, avec leur cortège de déstructurations sociales, de défaites de la classe ouvrière; ces années pompeusement appelées: « la révolution libérale ». Toutes proportions et « modernité » gardées, c'est un scénario similaire qui est en train de se dérouler aujourd'hui et ici même et cela devrait logiquement nous inquiéter.

Nous inquiéter: pourquoi?

D'abord, bien évidemment, parce qu'il n'y a rien de bon à attendre de « réformes » qui se feront au détriment du Travail et pour le plus grand profit du Capital. Là-dessus les syndicalistes que nous sommes n'ont pas besoin d'épiloguer longuement; l'expérience de l'histoire sociale en France et ailleurs nous montre assez ce qui a pu en être jusqu'à nos jours.

De plus, il me semble plus grave de sentir et de devoir constater que l'apparent entrain du gouvernement masque mal le manque de projet de la classe dirigeante. Bien sûr, certains me répondront qu'il vaut mieux qu'ils n'en aient pas! Certes, mais cela ne les empêche pas d'être au pouvoir. Et d'ailleurs ils savent au moins que leur position se défend, que le conflit de classe qu'ils nient à longueur de média, existe bel et bien et qu'il faudra sans doute réprimer les mécontentements nés de leur politique de casse sociale. Ainsi s'expliquent les embauches massives dans la police et la gendarmerie alors qu'ils affichent leur volonté de « réduire le nombre de fonctionnaires ».

Mais ces gesticulations masquent tout aussi mal la faiblesse d'un gouvernement

d'une droite divisée et sans unité pratique ni idéologique. Cet aspect des choses est passé au second plan médiatique à cause de l'énorme victoire de Chirac à la présidentielle, mais ce dernier ne dispose pas d'une majorité plus solide qu'en 1995, année fatidique où un gouvernement tout neuf avait lourdement chuté sur des manifestations d'ampleur historique.

Et c'est bien une des caractéristiques de notre temps, cette incapacité des politiciens à entraîner leurs propres troupes dans des batailles construites. Aujourd'hui, les « élites » se composent massivement de gens dont le message est: « à quelle heure la soupe va-t-elle nous être servie? » Et peu leur importe les lendemains et d'assumer la charge du pouvoir.

Difficile dans ces conditions de constituer des majorités solides, difficile de se donner le temps face au chantage d'une « clientèle » mobile, prompt à changer de maître et de couleur politique. Ainsi, on a vendu France Telecom et tout le monde se lave les mains de la débâcle financière du titre. De même le gouvernement veut discuter des retraites d'EDF GDF, mais dans le seul but de faire admettre aux salariés un autre financement (gageons que l'originale solution d'une prise en charge publique, donc par le contribuable, va nous être ressortie) qui permette la mise sur le marché d'un « titre fortement rémunérateur ».

Ainsi, encore le gouvernement s'attaque aux salaires, aux retraites de façon désordonnée. Il voudrait bien en faire plus, mais ne sait pas jusqu'où aller. Et ne parlons pas des 35 heures à la sauce Aubry: la droite cherche encore comment faire plus tordu que la gauche!

Tout cela, comme je l'ai déjà dit, a un fort relent d'années Thatcher, mais il

manque un ingrédient: les bourgeois de Grande-Bretagne étaient soudés par au moins une chose: la volonté de détruire la communauté ouvrière, faite de structures, de droits, d'acquis, de traditions et qui s'appuyait sur de forts bastions!

Où sont passés nos acquis?

Oui, où sont passées ces fameuses lourdeurs dont nous rebattent les oreilles les chantes du libéralisme?

Force est de constater qu'elles sont bien absentes de la majeure partie du champ de la lutte de classes. Dans la plupart des secteurs d'activités la flexibilité est déjà de mise, les retraites, pourtant viables en l'état jusqu'en 2040, sont sur la sellette sans que cela ne suscite de fortes émotions jusqu'à présent.

Les dépenses de santé sont contingentes et le code du travail, comme le constatait récemment la CGT dans ces réflexions internes, est même souvent inconnu par des pans entiers du salariat. De surcroît, les organisations de la classe ouvrière elles aussi sont dans un état pitoyable. Qu'on en juge: FO demeure définitivement un syndicat pour amuser les médias, la CFDT a depuis longtemps basculé dans le camp de la bourgeoisie en échange d'un strapontin qui se fait attendre, et même la vieille CGT est durement travaillé en son sein par l'armée des bureaucrates, ex fidèles au PC, qui ne veulent pas voir l'extraordinaire contre-pouvoir que représente la confédération leur échapper au profit de courants plus versés dans les changements révolutionnaires. À ce compte-là, ils ne leur reste plus comme perspective qu'une alliance objective avec la bourgeoisie.

Ainsi s'explique sans aucun doute l'abandon au congrès de 1995 (en pleine

grève!) de la perspective révolutionnaire. De même, en prévision du congrès de mars 2003 les mêmes préparent-ils un texte sur un nouveau statut du salarié, coup de pouce indéniable au patronat, qui mettrait la CGT dans la situation inédite de proposer un alignement moyen de la condition ouvrière. Ceci aurait pour immédiat avantage de tirer vers le bas un certain nombre de statuts, notamment du secteur public, et de conventions collectives. Mais également, d'indiquer clairement qu'on accepte de faire table rase des (déjà faibles) garanties du code du travail.

Non, décidément il n'y a pas de bastions ouvriers à détruire. Et cet acharnement à découper la charogne du bien-être social ne masquera pas longtemps la faiblesse des ambitions des politiciens qui nous gouvernent et qui ne manqueront pas de déserrer une fois le cadavre dépecé.

Plus grave encore, la faiblesse du mouvement de lutte sociale, son manque de références modernes, font que les rares qui se lèvent, le font de plus en plus avec cet esprit qui dit: « Combien je te coûte si je suis en grève? », donc « Combien tu me coûtes? ». À ce stade, pas de revendication sociétariaire, et même si c'est bien là la base même de l'affrontement de classe, cet état d'esprit qui ne se préoccupe pas des lendemains est déjà un produit de l'influence néolibérale.

Changer la donne des luttes c'est l'affaire des syndicalistes qui sont en même temps des révolutionnaires sincères. Donner un sens à la lutte quotidienne également!

Laurent Martin

groupe anarcho-syndicaliste La Sociale
in la lettre des militant(e)s syndicalistes
libertaires numéro 26, septembre 2002

Mourir, oui... mais pas en rose et vert



Bail plus qu'empyrotique: «Sam'suffi»

Le Monde du 31 octobre nous apprend en une que les cimetières parisiens vont être démocratisés. Si le sujet n'avait pas trait à la mort, la rigolade serait de mise, mais il n'y a rien de pire pour un mécréant que mourir, les autres se démerdant assez bien dans le domaine pour en avoir fait leur fonds de commerce.

La rigolade cesse aussi quand on prend connaissance de l'info dans le détail, et cela devient même affligeant pour nos valeureux gestionnaires parisiens new-look.

Certes la maison Chiraquie avec pour dernier locataire le sale même Tiberi n'a pas laissé que du bon, y compris dans le domaine. Pour autant doivent-ils se limiter à refaire la tapisserie en rose avec un liséré vert? Au regard des ambitions affichées par les uns et les autres, cela risque de se transformer en préfet Poubelle.

En deux mots, jusqu'à ce jour, si tu es parisien et meurs à Paris, ça coûte cher et tu n'as aucune garantie d'y être enterré. Demain avec le

tandem Delanoé-Contassot, tu paieras un peu moins et tu auras peut-être la chance d'y trouver un trou si tu as œuvré pour les bonnes œuvres. C'est ça la démocratie!

Là aussi, les rose-verts ne sont pas fous d'assurer le minimum de l'égalité de traitement en imposant la gratuité pour tous et un trou pour ceux qui veulent y aller, libre aux autres de partir en fumée.

Cerise sur le gâteau, ils vont créer des carrés spécifiques pour chaque confession religieuse, ils instituent les ghettos y compris parmi les morts. Même là, ils interdisent le mélange.

À quand un carré pour les homos, noirs et musulmans?

À ces messieurs, édiles de Paris, n'allez pas saluer les morts de la Commune, vous vous y perdriez, le mur des fusillés est identique pour chacun! Jusqu'à présent on ne vous aimait pas, mais nous allons commencer à vous détester.

Jean

groupe de Rouen

IL EST LOIN le temps où Le Havre pouvait s'enorgueillir d'avoir un service de psychiatrie ouvert sur la cité! Nous avons pu le constater, depuis une semaine, pas moins de trois barrières, une caméra et un spot dans la figure (pour qui se présente) sont en service à l'entrée de Janet. Idéologie sécuritaire, quand tu nous tiens...

Au-delà de l'idéologie qu'elle recouvre, cette nouvelle mesure pose des questions pratiques. L'installation, par la municipalité, des parcmètres en centre ville va entraîner un déplacement du stationnement vers les zones encore gratuites, c'est-à-dire les places autour de Janet.

Ce n'est donc pas le moment de limiter arbitrairement le nombre de places à l'intérieur du centre. S'il existe un vrai problème de circulation pour les véhicules d'urgence ou des services logistiques dû à certains stationnements anarchiques, des solutions ont été proposées par les représentants du personnel:

- Un rappel des règles de sécurité, des règles de stationnement et du code de la route qui s'applique dans l'enceinte de l'établissement et un appel à la responsabilité des agents;

- La pose de plots interdisant le stationnement dans les endroits vraiment gênants;

- La matérialisation de places là où c'est possible.

Un vote en CHSCT du 17 septembre a demandé un sursis pour l'utilisation des

Et une, et deux, et trois barrières au Groupe hospitalier du Havre !

barrières. La direction de l'HHPJ, fidèle au mépris dont elle fait preuve habituellement envers tous les agents et les instances représentatives a décidé de les mettre en service dès le 26 septembre!

Nous aurions apprécié la même diligence pour mettre en place un système de bip et de Protection du travailleur isolé (PTI) réellement efficace. Mais cela ne fait qu'un peu plus de dix ans que nous le réclamons...

Les personnels de Délos qui récemment se sont retrouvés en difficulté face à un patient agité et dans l'impossibilité pratique de faire un appel de sécurité apprécient le sens des priorités de notre direction! Et nous avons tous des exemples de ce genre.

Badgeuse ou pointeuse ? Même arnaque !

L'annonce nous est faite régulièrement de l'arrivée des badgeuses. Déjà une de ces merveilleuses machines a fait son apparition dans le hall de l'accueil.

La communication de la direction sur ce sujet a tout pour séduire. Horaires à la

carte, décompte effectif du temps de travail, possibilité d'adapter ses horaires à ses choix de vie: c'est ainsi qu'on nous présente la badgeuse et son programme informatique Chronos. Que d'investissements pour le bonheur des salariés!

Les personnels du groupe hospitalier ont vraiment de la chance d'avoir une direction aussi bonne mais en sont-ils vraiment conscients? Nous savons bien tous malheureusement que la philanthropie de la direction a ses limites.

La pointeuse est en réalité un moyen de contrôle des salariés, à mettre en relation avec l'idée encore très répandue, surtout à la direction de Janet, que le personnel est un délinquant en puissance avec qui aucune confiance n'est possible. Elle est aussi un outil pour mettre en place la flexibilité en lien avec les difficultés pour les 35 heures.

Elle est censée objectiver les heures supplémentaires effectuées. Dans la réalité, les dépassements d'horaire doivent être validés par le cadre. Cette obligation peut entraîner toutes les dérives allant jusqu'au harcèlement. En effet, le cadre lui-même soumis à des pressions de la part de sa hiérarchie

quant à sa capacité à gérer et organiser son service, aura tendance à reporter la cause du temps supplémentaire effectué par un agent sur son incapacité à s'organiser, sur sa lenteur, etc. C'est déjà ce qui se passe dans les services où la pointeuse est en place. Non seulement le temps supplémentaire ne sera pas nécessairement validé mais l'agent pourra être culpabilisé.

Quand bien même le temps serait validé, pourra-t-il être mieux récupéré parce que la machine l'aura validé que si l'on avait utilisé un crayon et du papier?

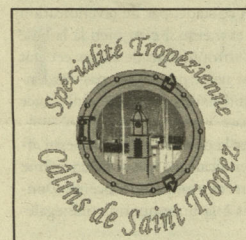
L'objectivation des heures supplémentaires débouchera-t-elle sur un renforcement des équipes?

La logique finale de la pointeuse liée à l'annualisation du temps de travail imposée par le protocole Guigou est bien une augmentation de la productivité de chaque salarié par une adéquation de la présence du personnel avec la charge de travail.

Une menace réelle pèse sur les plannings fixes, avec à terme, pourquoi pas, le retour des journées coupées. On est loin du bonheur annoncé par les communicants de la direction. Cependant de l'aveu même de la direction il y a quelques années, le système de badgeuse ne peut fonctionner que par l'adhésion des personnels. Certains services refusent depuis plusieurs mois de pointer. Nous ne supportons jamais que ce que nous voulons bien accepter!

CGT et Sud

Groupe hospitalier du Havre



Alors que certains se disputent au sujet des 35 ou 39 heures, il est un univers où le problème de la réduction du temps de travail ne se pose guère: celui de l'hôtellerie. Tout particulièrement à Saint-Tropez. Dans les palaces. C'est ainsi que pour 800 euros (5300 F) nets, un plongeur-commis de cuisine

Hôtellerie: ça se passe comme ça à Saint-Trop'

effectue au célèbre hôtel-restaurant-discothèque Le Byblos, rendez-vous des stars et autres VIP, les horaires quotidiens suivants: 8h30-15h30 et 17h30-1 heure du matin, soit 15 heures. On est loin de la journée de 8 heures. Que font les inspecteurs du travail face à cet esclavage hôtelier? Que font les syndicats?

Ajoutons, aux heures à rallonge, le fait que le patron retienne encore 150 euros (1000 F) pour le logement, plus une certaine somme pour la nourriture, le blanchissage et, bien sûr, la casse de la vais-

selles. Décidément, aucun cadeau n'est fait au personnel. « Logé, blanchi, nourri », voilà une formule qui est devenue obsolète dans les petites annonces. Non seulement, le travailleur fait deux journées en une, est mal payé, mais en plus on lui retient sur la paie tout un ensemble de services qui pourraient être gratuits. Surtout dans un palace où les chambres et autres suites se monnayent en milliers de francs par nuit. Scandaleux!

Aussi le personnel, la saison estivale terminée, ne se bouscule pas pour entamer la saison hivernale à Courchevel où existe un autre Byblos. Depuis des années, les McDo sont sur la sellette. Il serait opportun

que l'on se penche sur les autres formes de restauration. L'arbre de la multinationale yankee ne doit pas masquer la forêt de l'ensemble de l'hôtellerie.

C.N.

La Croix-Valmer



La Poste : Renvoyons définitivement le projet Paris-Nord CTC aux poubelles de l'histoire !

CONTRAIREMENT à tout ce qui a été annoncé jusqu'ici par la boîte via son torchon *Journalpost*, nous vous communiquons enfin le nouveau calendrier officiel concernant l'avenir des CTC parisiens: janvier 2003, mise en vente du terrain de Gonesse où était prévu initialement l'implantation de Paris-Nord CTC pour cause d'abandon définitif du projet; janvier 2004, maintien de tous les CTC sur Paris intra-muros; janvier 2005: maintien de tous les CTC sur Paris intra-muros.

Ces nouvelles mesures sont justifiées par:

- Le passage au comité médical du Montparnasse de tous les cadres de la Direction du courrier, ceux-ci ayant été déclarés « inaptes de façon définitive et absolue à tout travail à La Poste ». Les directeurs ayant pondu le projet Paris-Nord CTC n'ayant même pas eu besoin - à l'instar de certains facteurs autrefois - d'examen médical pour être déclarés inaptes et se faire révoquer.

- La nécessité pour La Poste d'offrir un service public de qualité et d'augmenter ses effectifs dans tous les CTC afin d'en finir avec les trop nombreux découverts et d'éviter le recours aux califs. Alors délirant? Non!

C'est à nous seul qu'il appartient de refuser ce projet destructeur dont les conséquences pour l'emploi et nos conditions de travail seraient catastrophiques. Il y a actuellement mille agents qui travaillent dans les cinq CTC parisiens menacés de fermeture, la boîte annonce qu'il en restera 300 qui travailleront dans les quatre concentrateurs parisiens et 700 qui iront travailler sur le site de Gonesse. Qui peut croire sérieusement à un projet ne supprimant aucun emploi? Déjà, certains syndicats, au lieu de refuser en bloc le projet Paris-Nord CTC, en sont à revendiquer des primes de délocalisation et à négocier les conditions de départ!

La CNT appelle les agents à enterrer définitivement le projet Paris-Nord CTC en boycottant massivement les groupes de travail et de concertation et en participant le plus massivement possible à l'action du 24 octobre. Nous regrettons à ce sujet que les gros syndicats dits « représentatifs » n'aient pas jugé utile de faire de ce 24 octobre une journée d'action de toute La Poste, CTC, distris et guichets confondus car la politique de



La Poste est la même partout. Les restructurations touchant les CTC sont les mêmes que celles touchant les distris et les suppressions d'emplois dans les guichets.

Nos mots d'ordre:

- Pour un autre futur, pour la grève générale.
- Non aux suppressions d'emplois et aux restructurations.
- Abandon définitif du projet Paris-Nord CTC.
- Titularisation immédiate et sans conditions de tous les précaires et contractuels (notamment, réintégration de nos collègues parisiens Joseph Garcia et Daniel Scheh).
- Fermeture du réseau parallèle d'acheminement et de distribution du courrier.
- Refus de l'industrialisation du courrier (tempost, etc.).
- Destitution de tous les directeurs et cadres participant au démantèlement de La Poste.

Syndicat CNT-PIT Île-de-France

L'AFFAIRE

Lepetit, Vergeat et Lefebvre

par
Marcel Body

À U II^e CONGRÈS de l'Internationale communiste participaient deux Français, de tendance anarchosindicaliste et membres de la CGT. Ils étaient venus avec la ferme intention de s'informer à fond sur la réalité soviétique. Et, pour être sûrs de ce que leur diraient ceux qu'ils interrogeraient, ils avaient emmené avec eux un Russe nommé Toubine, chargé de traduire questions et réponses.

L'esprit le plus critique et le plus réfractaire aux faux-semblants du système soviétique était à coup sûr Lepetit. Pourtant cet homme, dont les yeux reflétaient une flamme intérieure intense, souhaitait certainement, en se rendant en Russie, y trouver des raisons de recommander aux syndicalistes de la CGT de se ranger sans réserve aux côtés des dirigeants soviétiques et de ce qu'ils avaient accompli depuis la prise du pouvoir en octobre 1917.

Moins passionné et peut-être plus enclin à accepter ce que la propagande du PC russe invoquait pour justifier son monopole du pouvoir et sa mainmise sur les syndicats, Vergeat se penchait avec une insatiable curiosité sur le fonctionnement de l'État soviétique et les principes d'organisation qui en formaient la base. Lui aussi cherchait à se faire une idée favorable de ce qu'on montrait dans le présent et de ce qu'on promettait pour demain. Mais, chaque jour, chez lui comme chez Lepetit, le bilan négatif s'allongeait. Et en haut lieu on le savait.

Pendant tout le temps que dura le Congrès, ils furent les plus assidus aux séances et, chaque fois qu'une des commissions désignées par le Congrès pour étudier telle ou telle question présentait son rapport, ils étaient là pour l'écouter et en faire la critique.

Des délégués français, Raymond Lefebvre était celui dont la présence au Congrès était la plus appréciée. Ce jeune universitaire, d'origine bourgeoise, que la guerre de 1914-1918 avait métamorphosé en révolté contre la société, était arrivé à Moscou avec la solide réputation d'un ardent révolutionnaire et d'un jeune talent dont l'œuvre littéraire laissait prévoir un magnifique essor.

Contrairement à Lepetit et à Vergeat qui étaient des esprits libres et ne croyaient que ce qu'il voyaient de leurs yeux, Raymond Lefebvre se jeta sur l'abondante

littérature lénino-marxiste écrite ou traduite à l'intention des délégués au Congrès.

D'emblée, les leaders bolcheviques, à commencer par Lénine, s'intéressèrent à ce jeune universitaire et l'entourèrent d'une attention particulière. Je me souviens que le jour où, au Congrès, Raymond Lefebvre prit la parole, Lénine vint spécialement pour l'entendre. Je le vois encore, assis sur une des marches au pied même de la tribune, le visage tendu vers Lefebvre, écoutant tout oreille le discours de celui à qui les leaders bolcheviques semblaient attacher une réelle importance.

Le Congrès terminé, beaucoup de délégués étrangers regagnèrent leurs pays respectifs en empruntant les itinéraires que les agents de l'Internationale communiste avaient préparés d'avance en soudoyant les chefs des services de police des pays que les délégués occidentaux devaient traverser. D'autres, dont Raymond Lefebvre, Lepetit, Vergeat et l'interprète Toubine acceptèrent l'offre de Jacques Sadoul, au nom de l'Internationale communiste: un voyage d'agrément et d'étude dans le sud de la Russie.

Quant à Victor Serge et moi, nous repartîmes pour Petrograd afin de nous remettre à nos travaux d'édition.

Un jour, ce devait être dans le courant du mois d'août, c'est-à-dire à un moment où l'automne russe est déjà bien avancé, un coup de téléphone nous annonça l'arrivée de Raymond Lefebvre, Lepetit, Vergeat et Toubine. Cette arrivée inopinée nous troubla. En effet, Victor Serge et moi étions convaincus qu'on les ferait rentrer en France par la Lettonie et l'Allemagne, filière dont les services de l'Internationale « coïntimiste » étaient absolument sûrs.

Pendant tout son voyage en Ukraine, Lepetit avait été en correspondance avec Victor Serge. Lepetit lui donnait ses impressions accompagnées de ses critiques. À ses yeux, Victor Serge, sous le vernis encore tout frais du communiste, était resté celui qui, dans *L'Anarchie* des années 1910, signait Le Rétif, et Victor Serge s'était bien gardé de le démentir. En effet, chaque fois que Victor Serge croyait pouvoir s'exprimer librement, il se livrait à une critique accablante du Parti et du système étatique instauré par Lénine et Trotski. Ce qui ne l'empêchait pas



Lepetit, Lefebvre et Vergeat fêtés par la Russie... Ils mourront mystérieusement sur le chemin du retour.

dans ses écrits de glorifier en même temps le Parti et l'action de celui-ci.

Dès l'arrivée à Petrograd de nos quatre voyageurs, ceux-ci nous donnèrent rendez-vous. Il eut lieu chez moi; Lefebvre, Lepetit, Vergeat et Toubine nous mirent au courant de leur retour en France par le Grand Nord. Cela nous parut étrange. Outre que cet itinéraire était long et pénible, voire dangereux, il aurait certainement pour effet de retarder considérablement l'arrivée en France de nos hôtes. Lepetit et Vergeat tenaient absolument à rentrer au plus vite en France pour faire part à leurs mandants de leurs impressions de Russie. Et Lefebvre, en prévision du Congrès de Tours, était aussi pressé qu'eux. Aussi, ils ne voulurent rester à Petrograd que le temps minimum, deux jours à peine.

Le jour suivant, Victor Serge et moi obtînmes l'autorisation de faire visiter les ex-usines Poutilov à nos quatre voyageurs. Rendez-vous fut pris pour le début de l'après-midi, et une auto fut mise à notre disposition pour nous transporter tous les six à l'autre bout de Petrograd où le grand centre métallurgique occupait une immense superficie. Le chauffeur nous laissa en nous disant qu'il reviendrait nous prendre vers dix-sept heures.

Pendant deux ou trois heures, nous déambulâmes à travers ces vastes ateliers qui, par manque de matières premières et de personnel, donnaient l'impression d'une paralysie complète. Ceci ne man-

qua pas d'être remarqué et vivement commenté par Lepetit et Vergeat, plus curieux que Raymond Lefebvre de l'activité économique d'un pays industriel au lendemain de la Révolution. L'air minable du personnel, son laisser-aller et son peu d'empressement au travail frappaient les visiteurs étrangers. En les voyant à l'œuvre, dans les usines dont ils étaient prétendument les maîtres, on avait du mal à croire que ces travailleurs bâtissaient un monde nouveau. En vérité, plutôt qu'au matériel roulant, le personnel de ces usines Poutilov s'intéressait à la fabrication de gros briquets, avec tous les bouts de tuyau possibles et imaginables et le plus souvent chapardés à droite et à gauche, car lesdits briquets avaient cours au marché noir.

En quittant les usines Poutilov, où l'on nous avait laissés marcher sans s'occuper de nous, les réflexions de Lepetit et de Vergeat étaient amères; ils ne cachaient pas leur déconvenue, car point n'était besoin d'interroger les ouvriers pour se rendre compte qu'ils n'étaient ni nourris ni vêtus. Et leur visage en disait long sur leurs sentiments intimes.

Devant l'immense porte d'entrée, nous attendîmes notre chauffeur. Ne le voyant pas venir, Victor Serge téléphona pour rappeler que nous attendions. Finalement, l'auto arriva. Ce n'était pas celle qui nous avait amenés. Elle était moins grande et c'était un autre chauffeur.

« Combien êtes-vous? demanda-t-il, de cet air insolent qu'adop-

taient à l'époque les chauffeurs qui dépendaient de la Tcheka.

— Six, comme tu le vois, camarade.

— J'en prendrai cinq, pas un de plus », annonça-t-il.

Devant cette réponse, nous décidâmes d'un commun accord que nous rentrerions en voiture tous les six, quitte au chauffeur à faire deux tours, ou que nous refuserions de laisser un seul d'entre nous faire à pied le chemin du retour.

« J'en prends cinq et je ne fais qu'un tour, nous dit ce triste individu.

— Alors fous le camp », lui lançâmes-nous en russe et en français.

Et il démarra en trombe nous laissant, comme on dit, sur le pavé. Stupéfié et révolté par la désinvolture du camarade chauffeur, Raymond Lefebvre poussa un « merde » si retentissant qu'un gamin qui passait par là eut un sursaut. « J'ai eu peur, s'écria-t-il, j'ai cru que son cœur venait d'éclater! »

Révoltés par ce sans-gêne, nous primes à pied le chemin du retour. Il était convenu que nos quatre compagnons mangeaient le soir chez moi, à l'Astoria. Bien entendu, tout le long du chemin la conversation alla bon train. Vergeat, mais surtout Lepetit ne cachaient pas leur hostilité à un système social dominé par un parti unique, dont le souverain mépris de l'homme n'était que trop visible dans la Russie entière. Les ouvriers russes, les marins de la Baltique et **Suite en page 10**

Suite de la page 9

les paysans mobilisés qui composaient les régiments qui, à la fin du règne éphémère de Kerenski, avaient porté Lénine et son parti au pouvoir n'avaient certainement pas voulu cela. Mais le seul droit qui, dès ce moment, leur était reconnu était de se taire, sinon le parti et son régime disposaient de tous les moyens de coercition nécessaires pour les y contraindre.

Lepetit et Vergeat l'avaient par-tout constaté. Grâce à la présence de leur ami Toubine, ils avaient pu se rendre compte par eux-mêmes, sans passer par un interprète officiel, des conditions réelles dans lesquelles vivaient les travailleurs des villes et des campagnes. Et ils n'hésitaient pas à condamner un système qui allait si manifestement à l'encontre de tout ce que l'on promettait aux travailleurs français au nom du socialisme et de la Révolution.

Raymond Lefebvre voyait les choses d'un point de vue essentiellement théorique (bien que son évolution vers le bolchevisme eût pour origine le combat contre la guerre qu'il avait menée, avec Paul Vaillant-Couturier, aux côtés d'Henri Barbusse) et il espérait, hélas ! comme beaucoup d'entre nous, que le système étatique fondé par Lénine serait amené par la force des choses à corriger ses défauts et à retrouver le contact avec les travailleurs. Mais, au fond de lui-même, Raymond Lefebvre emportait assez de doutes pour l'empêcher, contrairement à son ami Paul Vaillant-Couturier, de prendre place dans le char de Zinoviev et plus tard d'encenser Staline.

Chemin faisant, je ne me souviens plus à quel propos, Raymond Lefebvre fit la réflexion suivante, comme un pressentiment de sa mort prochaine et qui en disait long sur son adhésion réelle au marxisme et au bolchevisme : « Je suis le descendant d'une vieille famille protestante. Si je devais bientôt mourir, je demanderais à être enterré selon le rite de la religion dans laquelle j'ai été élevé. Ça ferait certainement du bruit », ajouta-t-il. Cette déclaration nous frappa et bien entendu nous laissons tous les cinq un moment pensifs. Puis la conversation reprit sur d'autres thèmes.

Arrivés à l'Astoria, après une marche épuisante, tout le monde monta chez moi où, comme je le faisais chaque fois que je le pouvais, j'avais préparé un frugal repas avec les produits que je touchais en supplément au titre de « travailleur responsable » ou avec du gibier rapporté de la chasse.

Le repas assaisonné des dernières conversations avec nos quatre voyageurs se termina très tard. Lepetit était si fatigué (il avait la poitrine faible) qu'il ne résistait plus au sommeil, étendu sur le canapé de ma chambre, il dormait. Comme l'hôtel de Lepetit, Vergeat et Toubine se situait loin de l'Astoria, il fut décidé que ceux-ci passeraient la nuit chez moi.

Une moquette recouvrait le plancher de ma chambre. Vergeat et Toubine s'en contentèrent pour s'allonger et dormir. Quant à Raymond Lefebvre, il s'en alla en même temps que Victor Serge. Je crois me souvenir qu'on l'avait hébergé à l'hôtel d'Angleterre, voisin de l'Astoria.

Le lendemain matin, Victor Serge et moi fîmes nos adieux à nos compagnons qui, à aucun moment, autant qu'il m'en souviendrait, ne manifestèrent la moindre crainte pour leur voyage de retour. Passer par le Grand Nord leur fournissait peut-être l'occasion de voir les régions arctiques. À Moscou, on leur avait donné l'assurance qu'un bateau norvégien viendrait les prendre dès leur arrivée à Mourmansk pour les transporter à Vardoe, l'île norvégienne la plus proche sur l'océan Arctique.

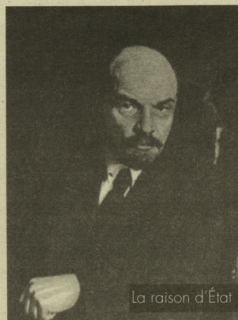
Victor Serge et moi avions repris le cours de nos occupations. En ce temps-là, un événement était vite chassé par un autre.

Le passage de nos quatre hôtes

Sadoul et probablement à Lénine pour protester contre la quarantaine dont lui et ses compagnons faisaient l'objet. Tous demandaient à revenir à Petrograd afin de rentrer en France par la Letonie et l'Allemagne. Mis dans l'impossibilité de décider de leur propre sort, Raymond Lefebvre, Lepetit, Vergeat et Toubine se laissèrent, paraît-il, ramener dans leur île où ils se remirent à attendre.

À partir de là, que s'est-il passé ? Aucun message de nos amis ne nous est jamais parvenu ni à Victor Serge ni à moi. Mais voici les faits, tels que Zinoviev en fit le récit à Victor Serge, qui me mit aussitôt au courant.

À cause des tempêtes quotidiennes, le bateau norvégien avait dû attendre avant d'affronter les vagues de l'océan Arctique. Pressés de rentrer en France, Raymond Lefebvre, Lepetit, Vergeat et Toubine avaient alors décidé de s'embarquer sur un petit bateau de pêche soviétique qui se trouvait là, avec deux pêcheurs russes à bord, et de gagner Vardoe par leurs



La raison d'État

ces lettres achevée, Victor Serge constata et me prit à témoin que toute impression qui, au départ, paraissait favorable, se terminait toujours par des réserves.

C'est donc en vain que lui et moi avons cherché une phrase non pas porteuse de la moindre approbation, mais à tout le moins exempte de critique et de doutes. Il nous fallut dire à Zinoviev que nous n'en avions pas trouvé.

Je m'en suis longtemps tenu à la version donnée par Zinoviev à

douter. Un détail, surtout, m'intriguait. Mourmansk avait été déclarée zone interdite, comme toutes les autres zones frontières, maritimes ou terrestres. Nul ne pouvait y pénétrer sans raison de service ou autorisation spéciale. Par ailleurs, il n'y avait pas et ne pouvait y avoir de bateau de pêche appartenant à des particuliers. Et si même il s'en était trouvé un, ce qui n'était pas le cas, il lui aurait été rigoureusement interdit de prendre la haute mer, et par conséquent d'échapper à la surveillance des gardes frontières, dont la mission consistait à empêcher tout contact des citoyens soviétiques avec les frontaliers d'en face.

De ce fait, la version officielle s'effondrait. Nos quatre compagnons n'avaient pu s'embarquer de leur propre autorité sur un bateau de pêche, ni entraîner avec eux deux pêcheurs soviétiques qui, en aucun cas, n'auraient été autorisés à les transporter à Vardoe. Seul un bateau norvégien, équipé pour affronter l'océan Arctique, aurait pu les acheminer vers la côte norvégienne, mais pas un bateau soviétique.

Que s'était-il passé ? On peut le deviner. Rendus furieux par la situation qui leur était imposée et comprenant qu'on les avait bernés en les dirigeant sur le Grand Nord afin de les y retenir sous de faux prétextes, Raymond Lefebvre, Lepetit, Vergeat et Toubine n'avaient pu contenir leur révolte. Peut-être était-ce cela même qu'on attendait pour justifier la sentence qui les suivait pas à pas depuis leur départ de Moscou ?

À Petrograd, déjà, le chauffeur tchékiste envoyé pour nous prendre s'était comporté de façon étrange en refusant de nous ramener des usines Poutilov à l'hôtel Astoria. En y réfléchissant, je finis par comprendre que le drame avait commencé là. Il a fini sur les bords de l'océan Arctique. Comment ? Je l'ignore. Mais ce dont je suis sûr c'est qu'il ne fallait pas que des hommes connus, de surcroît influents, et devenus par leur propre expérience des adversaires résolus d'un système et de méthodes qu'ils auraient dénoncés avec une force et une conviction dont il est facile de se faire une idée, reviennent en France.

Je me suis bien souvent demandé pourquoi Victor Serge ne parle pas des lettres de Lepetit et se montre si peu loquace dans ses *Mémoires d'un révolutionnaire* sur la responsabilité de Zinoviev dans la « disparition » de Raymond Lefebvre et de ses compagnons. Il a sans doute voulu le ménager, car il lui devait beaucoup : dans le Parti, à Smolny et partout ailleurs, Zinoviev l'avait toujours protégé.

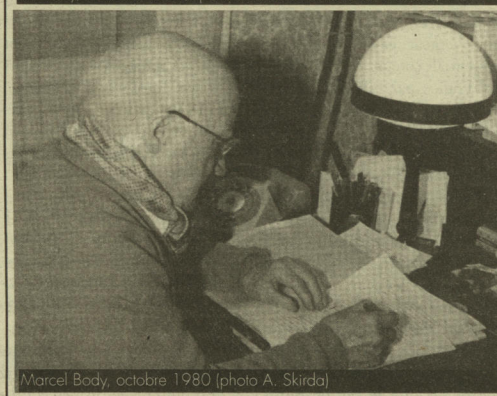
Par ailleurs, quand Victor Serge, en 1926, adhéra à l'opposition trotskiste, il s'y trouva en compagnie de Zinoviev. Cela aussi peut expliquer qu'il ne l'ait pas mis en cause dans la tragédie du Grand Nord.

Marcel Body

in *Un piano en bouleau de Carélie*



M. Body, membre du Groupe communiste français de Moscou, 1919



Marcel Body, octobre 1980 (photo A. Skirda)

PETITE BIOGRAPHIE

MARCEL BODY est né à Limoges en 1894. Il choisit le métier de typographe. En 1916, il fait partie de la mission militaire française en Russie. D'abord spectateur, il se rallie rapidement à la révolution. À Petrograd il côtoie Zinoviev, Trotski, Lénine, Staline, etc. Il choisit - avec d'autres Français - la citoyenneté soviétique. En 1924, il occupe un poste de diplomate avec Alexandra Kollontai en Norvège, ce qui lui permet de prendre ses distances avec le régime bolchevique (notamment après Kronstadt). Il réussit à gagner la France en 1927. Il s'est consacré à la traduction de divers auteurs : Lénine, Trotski et Bakounine.

nous paraissait déjà un simple souvenir quand Victor Serge reçut de Lepetit une lettre alarmante. Las d'attendre sur une île déserte de la côte mourmane un bateau norvégien qui ne venait pas, nos quatre pèlerins s'étaient fait ramener à Mourmansk. Ce retour, que les autorités locales, c'est-à-dire la police des frontières, leur avaient tout d'abord refusé, avait été obtenu à grands cris, car Lepetit et Vergeat s'étaient vite rendu compte qu'on les avait dirigés sur le Grand Nord pour les immobiliser afin qu'ils ne puissent arriver à temps à Paris pour participer au Congrès de la CGT (Lille, 1921).

De son côté, Raymond Lefebvre avait écrit à Zinoviev, à Jacques

propres moyens. Mais une soudaine et terrible tempête éclata peu après leur départ. Et la frêle embarcation, nullement faite pour affronter les subites colères de l'Arctique, avait été engloutie par les flots.

Sachant que Victor Serge avait reçu plusieurs lettres de Lepetit pendant le voyage de celui-ci dans la Russie du Sud, Zinoviev lui demanda s'il n'y avait pas quelques passages que l'on pouvait reproduire dans la presse de l'internationale communiste pour montrer que leur auteur avait été séduit par tel ou tel aspect du système social issu de la Révolution d'Octobre. Victor Serge m'invita à l'aider.

J'entends encore ses paroles découragées. Une fois la lecture de

Victor Serge. Certes, à l'époque, nos doutes n'allaient pas jusqu'à nous la faire rejeter, car aussi prévenus que nous l'étions des moyens expéditifs employés par Zinoviev et son équipe de tchékistes pour se débarrasser d'adversaires politiques irrécupérables, nous ne pouvions croire que la disparition de nos quatre compagnons ait été voulue. L'alibi fourni par Zinoviev, alors président de la III^e Internationale, nous avait paru plausible. Tout au plus, pouvait-on reprocher aux autorités soviétiques d'avoir sciemment retardé leur retour en France, en les retenant, sous un prétexte ou un autre, dans la région désertique de Mourmansk.

Mais, peu à peu, je me mis à

DANS LE DOSSIER de presse, *Invasion*, le film de Hugo Santiago est présenté de façon sobre et prétentieuse. « *Invasion* serait la légende d'une ville, imaginaire ou réelle, assiégée par de puissants ennemis et défendue par une poignée d'hommes, qui peut-être ne sont pas des héros. Ils lutteront jusqu'à la fin, sans soupçonner que leur combat est infini... »

La force des images – magnifique noir et blanc –, la présence de tous les interprètes, disent que cette présentation n'est plus de l'ordre du narcissisme ou de l'auto-félicitation, mais bel et bien l'illustration de la puissance qui émane d'un film pas comme les autres. L'histoire de la résistance aux envahisseurs est contée par une stylisation esthétique, extrême. Éléphants comme des danseurs de tangos, beaux et ténébreux comme les justiciers de la série des *Incorruptibles*, les protagonistes audacieux de cette aventure, des insurgés utopistes, combattants de l'ombre, resteront à jamais gravés dans notre mémoire. Ils ne sont pas exceptionnels, mais Hugo Santiago (et Ricardo Aronovitch à la photographie) nous rendent ces hommes de plus en plus proches, de plus en plus présents.

Invasion

de Hugo Santiago, polar anar prémonitoire

Des hommes d'un certain âge, une minorité très active, se soulève contre un ennemi très puissant, présent partout dans la ville. *Invasion* a la noirceur d'un conte cruel ou la cruauté d'un cauchemar éveillé... *Invasion* s'installe dans votre tête de manière obsédante : vous n'arriverez plus à déloger toutes ces personnes si avares de paroles, ces silhouettes à l'affût : il faut démasquer les traîtres, se faire aider, être sauvé par une femme de ménage.

Le noir et blanc est utilisé comme une couleur, ces couleurs sont utilisées de façon simple et évidente : les tortionnaires aux méthodes fascistes sont habillés de blanc, immaculés. Les hommes engagés dans l'insurrection sont en noir et portent chapeau. Évidemment il y a un peu de redondance dans les accessoires. Le réalisateur multiplie ces redondances, obéissant sans doute

au film de genre : le chapeau porté à la Melville, à la manière du samouraï, le mutisme des personnages, les costumes, etc. Film de genre, oui, mais d'un genre nouveau : nouveau en 1969, année de la découverte du film à Cannes, à la Quinzaine.

Ce film vous met dans un état de tension inquiétante : c'est la peur de la trahison, dans la peur du coup d'État... Borges, le co-scénariste, voulait atteindre le genre fantastique : un film fantastique de la guerre réelle et impitoyable que se livrent assiégeants et assiégés.

« *Invasion*, dit Jorge Luis Borges, est un film, dont je peux parler en toute liberté, puisque seul un tiers du film me revient... étant donné que je l'ai fait avec Hugo Santiago et Adolfo Bioy Casares : la situation d'une ville, évidemment Buenos Aires, une

situation qui n'a pas lieu dans la réalité et qui doit, cependant, être acceptée par l'imaginaire du spectateur ».

On doit la splendeur de la copie à un nouveau négatif. Quatre bobines miraculeusement retrouvées et les bandes son de deux copies qui circulaient sous le manteau ont permis de recréer le film dans sa forme originale et d'en tirer un nouveau négatif. Sous la dictature militaire, huit des douze bobines du négatif original avaient été volées au laboratoire de Buenos Aires en 1978 ; Hugo Santiago croyait son film perdu à jamais.

De la mise en scène rigoureuse émergent les visages de ces hommes. Le mouvement est réglé comme une danse triste : ces hommes vont tout mourir. La relève est assurée. À quel prix ! Certains sont arrêtés, torturés, exécutés : d'autres arrivent dans une planque d'armes, à un rendez-vous. Un homme, amateur de femmes, va être entraîné dans un piège. Il suit une femme et sera accueilli par un tueur. Un film prémonitoire qui annonce juntes militaires et coups d'État qui soumettront beaucoup de pays d'Amérique latine. Réellement ou en apparence, seulement ?

Heike Hurst

En vrac

PUIS-JE déceimment continuer cette rubrique sans parler d'Active distribution, incontournable pilier de la mouvance anarchopunk internationale ? Catalogue de VPC et de distribution « gros, demi gros », label à ses heures, Active distribution propose plusieurs milliers de références qui combleront les plus exigeant(e)s : livres, fanzines, BD (quasiment tous en anglais, donc mieux vaut avoir quelques notions, quand même), affiches, badges, tee-shirts, vinyles, cassettes, CD, etc. Le tout dans cet esprit alternatif et de non-profit qui, depuis plus de dix ans, anime le collectif. Le catalogue est non moins remarquable, car outre les productions proposées, il est ponctué d'articles divers donnant les réflexions des un(e)s et des autres sur des sujets d'actualité. Si Ali Baba était punk, il serait tombé dans cette caverne.

Active distribution, BM Active, London WC1N 3XX, Royaume-Uni
e-mail: jon@active.free-online.co.uk

VOUS n'en pouvez plus de regarder MTV, MCM et d'écouter Fun radio... Vous ne supportez pas de payer un disque ou une K7 plus de 10 euros et ça vous emmerde de filer toutes les thunes à Universal ou Sony Music... Les Jeunes libertaires de Toulouse ont sorti une cassette de 90 minutes pour « faire la fête et la révolution » ! La face A regroupe de vieux chants anarchistes et révolutionnaires façon début du siècle (le XIX^e), avec la *Chanson du père Duchêne*, les *Conscrits insoumis*, *Faut plus d'gouvernement*, la *Makhnovitchina*, la *Chanson du 1^{er} Mai*, le *Père Lapurge*, la *Révolution*, la *Java des bons enfants*, le *Triomphe de l'anarchie*, la *Semaine sanglante*, *Paris s'éveille* (version Mai 68), *A las barricadas...* La face B est une face « chants de lutte actuels », avec des styles assez variés (ska, punk, hardcore, rap et autres) : *Sin dios*, *W5!*, *Anarkotik*, *René Binamé*, *Lutin bleu*, *Corazon negro*, *Monkeys factory*, *No respect*, *Insurgé*, *Message aux concernés*, *Affliction*, *Kochise*, etc. Le tout est fourni avec une épaisse brochure contenant les paroles, des infos sur les groupes, des contacts, et un numéro gratuit

de leur journal *Il était une fois la révolution, con !* et une belle affiche ! Disponible contre 3 euros port compris (ou plus).

Jeunes libertaires, 7, rue Saint-Rémésy
31000 Toulouse (chèques à l'ordre du CDES)

SALUONS l'initiative du Comité de soutien Saux prisonniers politiques Mapuche de Santiago qui vient de produire un CD réunissant des groupes de toutes origines (mapuche, chilien, argentin, basques ou français) et de tous horizons musicaux (hip-hop, rock, hardcore, etc.). Cette compilation coûte 12 euros (plus les frais d'envoi), tous les bénéfices étant reversés au Comité de soutien aux prisonniers politiques Mapuche qui travaille directement avec les prisonniers concernés, leurs familles et leurs avocats. Parmi les artistes figurant sur la compilation, on trouve Pirulonko (Mapuche), Sangre aborigen (Argentine), Los miserables (Chili), Fiskales ad hoc (Chili), La floripondio (Chili), Sandino Rockers (Chili), Fermin Muguruzza (Pays Basque) et Manu Chao (France). Si vous êtes intéressés pour acquérir cette compilation d'une grande qualité artistique et que vous voulez soutenir les prisonniers politiques Mapuche, vous pouvez prendre contact avec l'association Mouvement des gens de la terre (mgt@ifrance.com), ou encore consulter la page web présentant le disque (désormais en vente à la librairie Publico).

<http://mapuche.free.fr/disque.htm>

LES lecteurs et lectrices de la rubrique « En vrac », qui auront écrit aux éditions du Givre de l'éclair (*ML*, n° 1292) ont sans doute eu la désagréable surprise de voir revenir leur courrier avec la mention NPAI. Effectivement, il y a erreur puisque cette sympathique petite maison d'édition a démenagé. Il faut maintenant écrire à :

Jean-François Rousseau
Sérac, 09140 Ustou

En vrac, d'accord, mais point trop n'en faut.

Vient de paraître



« AVEC LES ANARCHISTES arrivés au Rio de la Plata, en Argentine et en Uruguay, les idées libertaires vont nourrir le mouvement social des premières décennies du XX^e siècle. Une minorité d'anarchistes pense qu'à la violence de l'État et du pouvoir on ne peut opposer que la violence des opprimés. Ils se donnent eux-mêmes le nom d'anarchistes « expropriateurs ». Voici l'histoire de l'as des anarchistes « expropriateurs » : Miguel Arcángel Roscigno. Le braquage du bureau de change Messina, l'évasion de Punta Carretas par le tunnel de la charbonnerie Au bon accueil et l'assassinat du commissaire Pardeiro ébranlèrent la société du Rio de la Plata dans les années 20 et 30. La presse de l'époque rendit compte, avec un goût démesuré pour le sensationnel, des actions de Roscigno et de sa bande, et les fit entrer dans la chronique de Montevideo et de Buenos Aires. »

Composé d'interviews réalisées auprès d'historiens (Luca Fabbri, Osvaldo Bayer et Abel Paz), de témoins directs ou indirects, de séquences de films d'archives et de photos d'époque, *Acratas (les anarchistes du Rio de la Plata)* est la reconstitution d'une période oubliée de l'histoire du Rio de la Plata.

Documentaire de Virginia Martinez (2000), 73 minutes en VF, traduction de Françoise Thanas. Éditions Les films libertaires. Disponible à Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e, au prix de 21 euros (compter 10 % en supplément pour les frais de port).



Rennes La Commune a besoin de votre aide

CELA fait maintenant plus de six ans que ce local existe. Qui aurait cru cela possible? Avec ses qualités et ses faiblesses, le local de la Commune continue, deux fois par semaine, à vous accueillir et à vous proposer un grand choix de livres et de revues dans la bibliothèque, les nouveaux éditoriaux ayant trait à l'anarchisme et à l'actualité sociale, des expos, des repas, etc. et tout ce que nous souhaitons et que vous souhaitez en faire!

Suite à l'Assemblée générale du 27 juin 2002, nous constatons une baisse des entrées mensuelles d'argent permettant l'autofinancement du local. Il devient aujourd'hui dif-

ficile de gérer ce manque.

Pour cela, nous avons besoin de votre aide, la plus modeste soit-elle. Nous vous invitons donc à participer à une campagne de souscription et de soutien en faveur du local de la Commune de la Fédération anarchiste de Rennes.

Merci de répondre à fa-rennes@fr.st

Groupe FA la Commune

9, rue Malakoff
35000 Rennes.

Tél. et rép : 02 99 67 92 87

<http://www.fa-rennes.fr.st>

Permanences : mercredi et samedi de 15 à 19 heures

Dire qu'il y en a qui croient encore que...



ET VOUS, OÙ EN ÊTES-VOUS AVEC L'ANARCHISME ?

Chaque jeudi chez votre marchand de journaux

libertaire
Rapprochez le périodique!

Cette affiche est bicolore (le fond gris est rouge sang). Elle mesure 60 x 40 cm.

Pour les groupes et individuel (le) s de la FA, elle est gratuite. Nous demandons simplement le remboursement des frais de port, soit 5,49 euros pour un envoi de 1 kg (soit 45 affiches), 6,02 euros pour un envoi de 2 kg, 6,78 euros pour un envoi de 3 kg, 7,85 euros pour un envoi de 5 kg (tarifs Colissimo extra-départemental).

Pour les autres, cette affiche est disponible contre 10 euros port compris (les 100 exemplaires).

Commandes à adresser à la librairie Publico, payables par chèques à l'ordre de Publico, ou en timbres pour les petites sommes.

Nantes

Délit de fraude d'habitude

MARDI 12 novembre, François Thonier un militant d'AC! Nantes va passer en jugement au tribunal correctionnel de Bordeaux, pour « délit de fraude d'habitude » alors qu'il se rendait régulièrement à un stage. Aujourd'hui, la « loi de sécurité quotidienne » permet d'emprisonner les précaires, les chômeurs et tous ceux qui ne peuvent s'acquitter d'un titre de transport. Selon le Monde du 9 octobre 2002, au moins sept fraudeurs ont déjà été condamnés à des peines d'un à trois mois de prison en vertu de la loi sur la « sécurité quotidienne » votée sous le gouvernement Jospin. Le RATP appelle à deux manifestations:

- À Paris le mercredi 6 novembre à 18 heures, place du Châtelet. RDV pour informer les usagers de la SNCF des ravages de la LSQ.

- À Bordeaux le mardi 12 novembre, au tribunal de grande instance à 14 h pour soutenir François Thonier. Contact: AC! Gironde Tél.: 05 56 52 52 40. La SNCF estime que les usagers

condamnables pour « fraude d'habitude » sont environ 34000. Dans les mois à venir, les tribunaux correctionnels seront amenés à juger un nombre croissant d'affaires de ce type. À la fin septembre, la SNCF avait déposé 786 plaintes contre des contrevenants récidivistes. Le délit de pauvreté est réprimé, la liberté de circulation est contrôlée.

Tous les « sans » (revenu, emploi, logement, papiers, etc.) doivent pouvoir circuler librement. Nous refusons ce contrôle répressif des usagers des transports en commun. Ainsi, nous réclamons la gratuité des transports pour tous, seule garantie d'égalité sociale face à la liberté de circulation.

Ensemble exigeons:

- La relaxe des personnes poursuivies;
- L'arrêt immédiat des poursuites contre les voyageurs libres;
- L'amnistie des amendes;
- L'abrogation des lois répressives (LSQ);
- La gratuité des transports pour toutes et tous.

Le RATP

Dijon État des squats, tous à Dijon

LES LUTTES LIBERTAIRES dijonnaises de ces quelques dernières années ont été marquées par l'ouverture de squats. Au-delà de la simple question du logement, il s'agissait, pour des lieux comme le Pamplemousse, la Courdémone, les Tanneries et d'autres, d'affirmer le caractère politique de l'occupation, comme réponse à la propriété privée et à la spéculation immobilière produisant des lieux à l'abandon, mais aussi comme volonté de créer des espaces de vie collective, d'expérimentation de l'autogestion et d'activités publiques variées. Après la première vague d'expulsion de mars 2002, contre laquelle l'intersquats Dijon s'était mobilisé pour une « semaine de résistance » et de découverte des squats », d'autres ouvertures-expulsions ont eu lieu:

- Des squatteuses de la Courdémone (squat d'habitation et d'activités féministes, expulsé le

21 mars 2002) ont occupé en avril une autre maison, à quelques centaines de mètres de la précédente. La Poste, propriétaire, tout en harcelant les occupantes (refus de délivrer le courrier, tentatives de coupure des fluides, etc.) a immédiatement lancé une procédure pour obtenir l'expulsion du bâtiment, que les habitantes ont quitté début septembre.

- Une petite maison d'habitation a été ouverte en juin 2002. Petite bicoque abandonnée depuis plusieurs années, et propriété de la ville de Dijon qui, comme pour le squat « Chevreul » en 2000, a tout fait pour accélérer la procédure d'expulsion. Le message était clair: empêcher que d'autres lieux squattés puissent s'implanter, comme c'est le cas de l'Espace autogéré des Tanneries. Résultat: fin août, le lieu était repris puis rasé! Depuis, l'acharnement de la mairie (dite « de gauche »!) n'a pas cessé, et essaie d'extorquer de l'ar-

gent aux ex-occupantes!

- Ouvert en octobre 2001, le 97.7 (« squat nostalgie ») a existé pendant un an, changeant plusieurs fois d'occupants. Expulsé et muré un matin d'octobre 2002 à la demande du propriétaire, Groupama Assurances. Un occupant aurait été arrêté par les flics lors de l'évacuation...

À l'heure actuelle, force est de constater que les squats à Dijon ne sont plus légion. Subsistent le Collectif n° 6, avec ses activités de théâtre, d'écriture et de bourse aux vêtements, et l'Espace autogéré des Tanneries, qui continue à multiplier les activités, en rupture avec les logiques de profit et de pouvoir. Ne pas oublier, cependant, que « s'ils peuvent expulser nos maisons, ils ne peuvent effacer nos idées »! Des infos restent disponibles :

<http://squat.net/dijon>

À suivre...

Lille Que veut la police à la commission juridique du CSP 59 ?

COUPE sur coup en moins d'un mois, plusieurs responsables de la Commission juridique du CSP 59 subissent des « visites » ou des convocations de la police, plus précisément le Service d'investigations et de recherches situé au 88, boulevard de la Liberté à Lille.

C'est tout d'abord Christophe du CSP 59 qui est convoqué. L'officier de police qui le reçoit lui annonce que, « parmi les appels téléphoniques d'un dealer arrêté, on a retrouvé le numéro de portable de son fils de quatorze ans ». Après « vérification », on lui dit que c'est probablement « un appel par erreur ».

Ensuite, c'est Louissette, du CSP 59 et du MRAP qui reçoit une convocation « le plus tôt possible » est-il écrit sur le document. L'appel téléphonique de Louissette finit par le maintien de la convocation mais le policier en question est « temporairement indisponible » et promet de la rappeler. Par contre, des témoins ont signalé la « visite de policiers » au

domicile de Louissette, lesquels cherchaient manifestement sa boîte aux lettres.

Enfin, Albert qui gère une entreprise reçoit la « visite » d'agents de la Direction départementale du travail et de l'emploi (DDTE) et de policiers, lesquels « vérifient » qu'il n'utilise pas de « travailleurs clandestins ».

Certaines forces obscures tapies au sein de l'appareil d'État et qui n'osent pas agir à visage découvert cherchent-elles à salir la moralité, l'intégrité des responsables de la Commission juridique? Signalons aussi, l'incendie de la voiture d'Armand du CSP 59 dans des conditions qui ne permettent aucune conclusion hâtive. Tous ces faits peuvent être des « coïncidences » et de « banales affaires de routine » certes, mais force est de s'interroger sur certains de ces événements. N'ayant rien à cacher en tant que membres de la Commission juridique du CSP 59, donc d'une lutte sociale qui dure depuis bientôt sept ans et dont le caractère démocratique,

transparent et citoyen ne fait aucun doute et est de notoriété publique, nous tenons à saisir l'opinion publique de façon préventive sur ces faits. Le CSP 59 exige que l'État agisse de façon transparente et ouverte. Par contre si l'intention c'est d'intimider, alors disons-le tout net, ce sera en vain, car le CSP 59 a déjà montré à plusieurs reprises sa détermination et sa combativité contre les tentatives d'intimidation ou de criminalisation de notre lutte sociale citoyenne et démocratique.

CSP 59

Lille le 23 octobre 2002

Manifestations

- Rassemblement tous les mercredis à 18 heures, place de la République;

- Samedi 2 novembre, à 14 h, Commission juridique géante à la salle Courmont, Lille-Moulines;

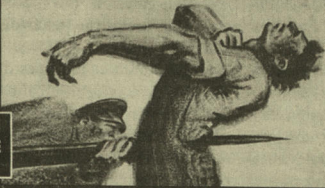
- Semaine d'action nationale du 10 au 16 novembre: manifestation au marché Wazemmes le dimanche 10 novembre; marche de la place de la République au cimetière d'Haubourdin le lundi 11 novembre à 10 heures; manifestations le jeudi 14 novembre et le vendredi 15 novembre à 18 heures, place de la République;

- Samedi 16 novembre, manifestation régionale des sans-papiers à 15 heures, place de la République.

Sarkozy, le « cas par cas » fabrique des sans-papiers. La solution c'est la régularisation globale!

Les États, la misère, le racisme, les ventes d'armes favorisent les guerres et ceux qui en profitent!

FÉDÉRATION ANARCHISTE
142, rue ARLOTT, 75011 PARIS
federation-anarchiste.org



CONTRE LES ARMÉES ET LE NATIONALISME: AGIR, DÉSŒBÉR!